



Hebdomadaire  
Paraît le vendredi  
N° 2779  
5 novembre 2021  
1,20 € • DOM: 1,80€



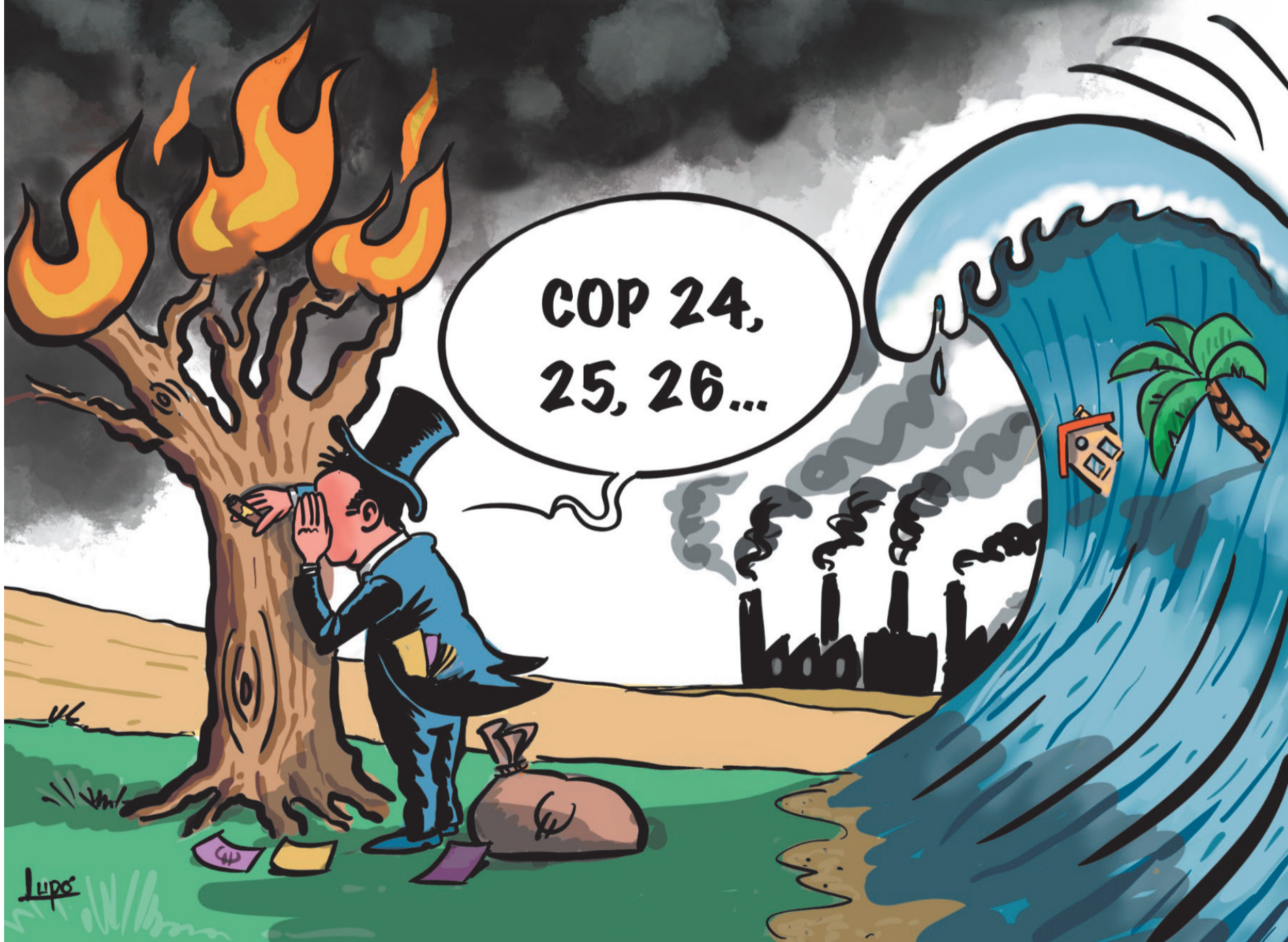
**Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!**

# **LUTTE** **OUVRIÈRE**

**UNION COMMUNISTE (trotskyste)**

**Le journal  
d'Arlette Laguiller**

## **COP 26:** **sommet des promesses non tenues**



**Inflation**  
**Tout augmente  
sauf  
les salaires**

Page 3

**Stellantis**  
**Prolétaires  
de tous les pays,  
unissons-nous!**

Page 13

**Soudan**  
**L'impérialisme  
et ses chiens  
de garde**

Page 16



**Leur société**

- Contrat engagement : Macron se moque des jeunes 3
- Inflation : tout augmente... sauf les salaires ! 3
- Chômage : fausse baisse, vraie précarité 4
- Une campagne contre les chômeurs 4
- Retraites complémentaires : sous-revalorisation 4
- Médias : libres d'être achetés 4
- Électricité - gaz : quelques parasites en faillite 5
- EDF : 400 millions qui s'envolent 5
- Mort de Zineb Redouane : la hiérarchie couvre les meurtriers 5
- Police : des excuses, jamais ! 5
- Hôpitaux : une pénurie méthodiquement organisée 6
- Bêtisier ministériel 6
- Bronchiolite : la pédiatrie asphyxiée 6
- Médecins étrangers : indispensables et poussés dehors 7
- Hôpital d'Ambert : allez vous faire soigner ailleurs 7
- Hôpital de Laval : urgence aux Urgences 7
- Établissement français du sang : pourtant vital... 7
- Calais : le sort indigne des réfugiés 11
- Travailleurs sans papiers : premiers reculs patronaux 11
- Nos lecteurs écrivent : la "reprise" vue de chez Valeo 11

**Dans le monde**

- G20 : très coûteux pince-fesses à Rome 8
- Taxation des multinationales : une duperie 8
- Tesla : un soufflé à mille milliards 8
- Cop 26 : sans effet sur le climat 9
- Total : secrets et mensonges 9
- Chine : le nouvel ennemi héréditaire 9
- Covid-19 : les ravages de la pandémie 10
- Pêche : Macron et Johnson en eaux troubles 10
- Soudan : l'impérialisme et ses chiens de garde 16

**Dans les entreprises**

- Dachser - Combronde 12
- Bergams - Grigny 12
- Usines Labeyrie 12
- Dans les bulletins Lutte ouvrière 12
- Stellantis : travailleurs de tous les pays, unissons-nous ! 13
- Renault - Flins 13
- TER Nice - Marseille 14
- SNCF Atlantique 14
- Port de Calais 14
- EPSM de la Sarthe 15
- Territoriaux de Rennes 15

**Élection présidentielle**

- "Il faut prendre sur les profits" 16

**Agenda**

- Les fêtes de Lutte ouvrière 3
- Le prochain CLT 3

# COP 26 : au sommet des promesses non tenues

La 26<sup>e</sup> grand-messe pour le climat a démarré dimanche 31 octobre à Glasgow. Comme toujours, les chefs d'État vont promettre et jurer, main sur le cœur et larme à l'œil, qu'ils feront mieux demain. La réalité est qu'ils nous conduisent à la catastrophe.

En 2015, lors de la COP21 à Paris, ils avaient reconnu la nécessité de contenir le réchauffement en visant 1,5° C. Mis à part la Gambie, aucun État n'a tenu ses engagements, la France pas plus que les autres. Alors, Macron n'a pas de quoi parader !

Cela fait près de trente ans que les chefs d'État se réunissent dans l'objectif de lutter contre le réchauffement climatique, et trente ans que les émissions de gaz à effet de serre ne cessent d'augmenter. Même les promesses financières destinées à aider les pays du Sud à faire face au changement climatique n'ont pas été tenues, alors que des centaines de milliards sont engloutis dans la spéculation et les grandes fortunes.

Les commentateurs appellent à « *passer des paroles aux actes* ». « *Nous partageons la planète, alors il faut plus de coopération internationale* », entend-on aussi. C'est vrai, mais faut-il rappeler que la France et la Grande-Bretagne sont en train de s'écharper sur quelques dizaines de droits de pêche, par démagogie nationaliste ?

Au service des capitalistes, tous les gouvernements placent les intérêts de leurs industriels, la course aux profits et la guerre commerciale au-dessus de tout. Ils les placent au-dessus des salaires, des droits et des conditions de vie des travailleurs. Et ils les font passer avant les considérations climatiques.

C'est ainsi que Macron a repoussé la date d'interdiction du glyphosate. C'est ainsi qu'il a autorisé Total à forer en Guyane cinq puits d'exploitation offshore. Et le moins que l'on puisse dire, c'est qu'on ne peut pas faire confiance à Total. Pendant cinquante ans, Total, disposant d'études sur les conséquences des hydrocarbures pour le réchauffement climatique, les a dissimulées au public, afin de rester un roi du pétrole !

Entre autres renoncements, Macron a refusé d'inscrire dans la loi Climat la taxation des véhicules les plus lourds et a rechigné à supprimer les liaisons aériennes pouvant être effectuées en train. « *Cela revient à nier la liberté des entreprises d'investir où elles le souhaitent. C'est vraiment aller trop loin !* » Ce cri du cœur d'une

députée macroniste résume l'état d'esprit des gouvernants: le moindre contrôle sur les décisions des capitalistes est un sacrilège.

Autrement dit, il faudrait accepter les décisions prises dans le secret des conseils d'administration des grands groupes capitalistes, qui sont les principaux pollueurs, quand bien même elles sont nuisibles pour les hommes et la planète !

Tant que les intérêts du grand patronat s'imposeront, c'est sur la population et sur les travailleurs que pèseront les sacrifices. Du matin au soir, on nous dit que « *chacun est responsable* » et que l'on consommerait mal et trop. Cela revient à dédouaner les responsables qui nous dirigent.

Et c'est surtout une façon de nous faire payer la crise climatique, avec des mesures aussi injustes que l'interdiction de rouler pour les voitures classées crit'Air4, la taxe carbone ou l'augmentation des prix de l'énergie.

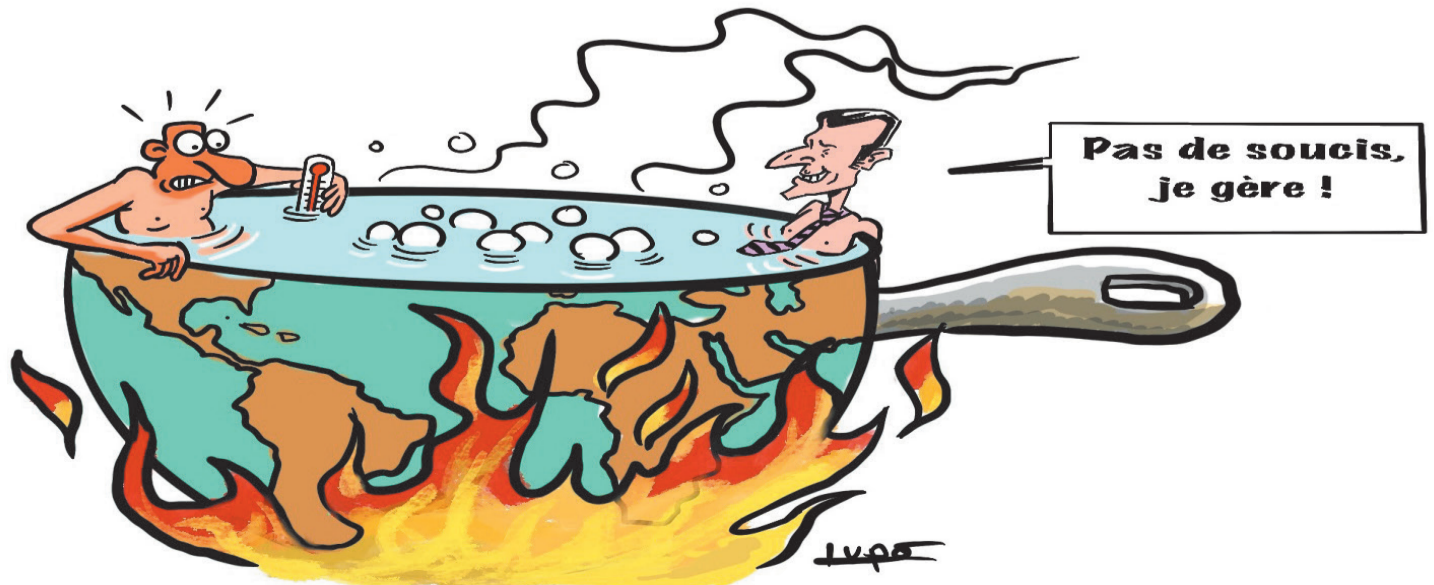
Si l'on veut être responsable, il faut remettre en cause l'organisation capitaliste de l'économie. Toute politique écologique se heurte à la folie de ce système et à la spéculation. Un exemple: avec la flambée actuelle du prix du gaz, le charbon devient plus compétitif pour produire de l'électricité. Les grandes puissances, qui reprochent à la Chine d'ouvrir de nouvelles centrales à charbon, sont elles-mêmes en train de relancer son exploitation. Cette année, sa part dans la production européenne d'électricité a bondi de 14% à 19%.

En France, les politiciens se gargarisent des faibles émissions de gaz à effet de serre, mais nous ne pouvons leur faire confiance sur la maîtrise de la production nucléaire, elle aussi soumise aux lois de la rentabilité plus qu'à celles de la sécurité.

On ne sauvera pas la planète sans arrêter la course au profit et sans en finir avec ce système basé sur la propriété privée des grands moyens de production, sur la concurrence et le marché, source d'anarchie et de gaspillage incroyable.

Cette lutte correspond aux intérêts de tous les travailleurs, qui sont les premières victimes de ce système. La crise climatique et la nécessité d'y répondre ne peuvent que nous conforter dans la perspective d'exproprier les grands groupes capitalistes, pour les gérer collectivement et planifier l'économie à l'échelle planétaire. C'est le seul moyen de satisfaire les besoins présents et futurs de l'humanité.

Nathalie Arthaud





## Contrat engagement: Macron se moque des jeunes

Enfin, Macron a sorti de son chapeau le « contrat engagement jeune ». Il en parlait depuis des mois, mais le gouvernement n'arrivait pas à se mettre d'accord sur cette mesure, avant tout démagogique et électoraliste.

Face au chômage et à la précarité qui frappent des centaines de milliers de jeunes, Macron voulait faire semblant de trouver une solution. Il promet donc qu'à partir du 1<sup>er</sup> mars 2022, 400 000 jeunes entre 16 et 25 ans, sans revenu, sans travail et sans formation, pourront toucher, sous certaines conditions, une allocation pouvant aller jusqu'à 500 euros, en échange d'une formation ou d'un accompagnement. Tout est flou dans cette

annonce faite sur Facebook, y compris la durée de cette allocation. En revanche, le titre de l'annonce a été longuement peaufiné pour ne pas donner l'impression d'avoir accepté un « RSA jeunes » et pour ne pas non plus prêter le flanc aux critiques de réactionnaires qui voient en chaque jeune un fainéant en puissance.

Macron avait déjà lancé en 2020 la formule « un jeune, une solution », qui était censée permettre à des jeunes de trouver un

emploi. En réalité, elle avait permis à de nombreux patrons de toucher des aides pour prendre des apprentis. Et cela n'a pas fait baisser le chômage des jeunes, ni la pauvreté qui l'accompagne.

Toutes ces mesures, au-delà de la démagogie et de la nécessité de faire des promesses en période électorale, ne sont que du vent, sauf pour ceux des patrons qui touchent les aides associées. Car, pour lutter contre le chômage des jeunes, et contre celui qui frappe toute la classe ouvrière, il faudra s'en prendre aux capitalistes.

Le chômage n'est pas dû à un manque de formation, ou à des règles

administratives trop strictes. Il est dû à la volonté des capitalistes de faire payer la crise aux travailleurs, en accroissant la productivité du travail et l'exploitation. Les patrons se servent du chômage comme d'une arme dans leur guerre sociale. C'est une arme pour faire baisser les salaires, pour augmenter le temps de travail, les cadences, pour accroître leurs profits et aussi pour mettre en concurrence les travailleurs. Les jeunes travailleurs en sont les premières victimes, car ils ne trouvent pas d'emplois ou sont soumis à la violence de la précarité, des contrats d'intérim, des contrats pro, etc.



Mais, en faisant l'apprentissage direct de l'exploitation capitaliste, la jeunesse ouvrière sera aussi armée pour s'engager dans la lutte contre ceux qui veulent que son avenir ressemble au passé.

Marion Ajar

## Inflation : tout augmente... sauf les salaires !

« L'indice des prix harmonisé », utilisé pour comparer l'évolution des prix d'un pays à l'autre, indiquait en septembre une hausse des prix de 2,7 % en France, sur un an.



Fin octobre, cette hausse est déjà passée à 3,2 % : même d'après les statistiques officielles, l'inflation s'accélère.

Les experts de la bourgeoisie admettent maintenant que l'inflation continuera au moins jusqu'à la fin de l'année prochaine. Elle touche tous les pays : + 3,1 % sur un an au Royaume-Uni, + 4,5 % en Allemagne, + 5,4 % en Espagne et aux États-Unis. Elle affecte les produits de consommation courante, des assurances aux produits frais (viande, poisson, légumes...). Le prix des matières premières aussi a explosé au cours des derniers mois (PVC, acier, bois, cuivre...). Les augmentations que les entreprises s'approprient à répercuter sur les consommateurs.

Le prix du pain pourrait lui aussi augmenter. Après le chèque énergie et le chèque carburant, aura-t-on droit aussi à un chèque baguette, financé par des fermetures de classes et de lits dans les hôpitaux ?

« La hausse des prix sera brutale », prophétise désormais Jacques Attali, qui végète depuis quarante ans dans les coulisses du pouvoir. « La poussée d'inflation sera plus longue que prévu », « elle pourrait réduire le pouvoir d'achat », renchérit Christine Lagarde, présidente de la Banque centrale européenne.

Et tous de prétendre que, s'il est normal que le patronat défende ses bénéfices en augmentant ses prix de vente, le monde du travail devrait être le seul à ne pas exiger d'augmentation au

motif... que cela pourrait provoquer de l'inflation ! Dans les circonstances actuelles, il faut oser.

Ce ne sont pas les travailleurs qui font gonfler les prix. Ils n'ont aucune responsabilité dans le chaos qui règne dans l'économie capitaliste. Ils n'ont pas à accepter d'en faire les frais. L'exigence de la hausse générale des salaires, des pensions, des allocations et de leur indexation sur le coût de la vie est totalement légitime. Elle constitue la seule revendication susceptible de protéger les conditions de vie des travailleurs et des classes populaires face à l'offensive de la bourgeoisie et du gouvernement à son service.

Sacha Kami

## AGENDA

### Fêtes régionales de Lutte ouvrière

#### Bordeaux

Samedi 6 novembre  
de 11 heures à 19 heures  
Salle Son-Tay

avec Jean-Pierre Mercier

#### Le Mans

Samedi 6 novembre  
à partir de 17 heures  
Salle Pierre-Guédou  
impasse Floréal

#### Compiègne

Samedi 13 novembre  
à partir de 16 heures  
Salle des fêtes de Margny-  
lès-Compiègne

#### Grenoble

Samedi 6 novembre  
à partir de 15 heures  
Salle des fêtes d'Échirolles

avec Nathalie Arthaud

#### Rouen-Oissel

Samedi 13 novembre  
de 16 heures à minuit  
Palais des congrès  
à Oissel

avec Nathalie Arthaud

#### Strasbourg- Neudorf

Dimanche 14 novembre  
à partir de 11 heures  
Foyer - 23, rue du Lazaret



### Cercle Léon Trotsky Les banques, un concentré du capitalisme en crise

Vendredi 19 novembre à 20 heures  
Grande salle de la Mutualité

24, rue Saint-Victor, Paris 5<sup>e</sup> - Métro Maubert-Mutualité  
Pour accéder à la salle, la Mutualité impose la présentation d'un passe sanitaire.



## Chômage : fausse baisse, vraie précarité

**Le gouvernement se félicite des derniers chiffres du chômage, avec une baisse du nombre de chômeurs sans aucune activité (catégorie A) de 5,5% au troisième trimestre 2021. D'après lui, ce serait la preuve que l'économie repart.**

En réalité, si le nombre de chômeurs de catégorie A a diminué, le nombre d'inscrits dans les catégories B et C, c'est-à-dire ceux qui ont une activité réduite, a augmenté. Certains chômeurs qui ne travaillaient pas du tout ont donc retrouvé un emploi, mais souvent très précaire. Les patrons multiplient les contrats d'intérim de plus en plus courts, de quelques semaines ou même quelques jours. Ils veulent des travailleurs utilisables en fonction de leurs besoins. Au total, le nombre de chômeurs des catégories A, B et C a un peu diminué depuis cet été mais reste massif, à 5,87 millions, DOM et TOM compris, c'est-à-dire un niveau supérieur à celui d'avant la crise sanitaire.

D'autre part, une partie des travailleurs en CDI se voient eux aussi imposer une activité réduite, avec le chômage partiel et, le

plus souvent, une baisse de salaire. Fin août, presque un demi-million de travailleurs subissaient encore du chômage partiel, notamment dans l'aéronautique, l'hébergement et la restauration, le spectacle, mais aussi dans l'automobile, avec les usines arrêtées par

la pénurie de semi-conducteurs. Les patrons peuvent ainsi faire travailler certains jours avec des cadences record, et mettre les travailleurs au chômage dès qu'ils le décident, en faisant payer les salaires par l'État.

Ce que montrent en fait les statistiques officielles, c'est la poursuite de l'évolution qui conduit vers des emplois de plus en plus précaires, au bon vouloir des patrons.

Hélène Comte

Ils disent que le nombre de chômeurs baisse



Moi, je suis « sans emploi », ça doit être pour cela que je ne trouve rien !



## Retraites complémentaires : sous-revalorisation

**Les retraites complémentaires Agirc-Arrco ont été revalorisées de 1% au 1<sup>er</sup> novembre, moyennant quoi le pouvoir d'achat des retraités va continuer de baisser puisque l'inflation est officiellement de 1,5% selon les chiffres de l'Insee.**

Cette caisse de retraites complémentaires du secteur privé, fusion de l'Agirc (pour les cadres) et de l'Arrco (pour les non-cadres), fonctionne selon un système par points : leur cumul, multiplié par la valeur du point au moment du départ en retraite, constitue pour le nouveau retraité une somme non négligeable qui s'ajoute à la retraite du régime général : elle représente un quart à un tiers de la pension pour les ouvriers et jusqu'aux deux tiers pour les cadres.

En 2020 la crise, les

licenciements et donc la diminution du nombre de cotisations ont entraîné un déficit des caisses complémentaires de plus de quatre milliards. En juillet 2021, les représentants du Medef, hostiles évidemment à toute hausse de ses cotisations, et ceux de la CFDT et de la CFTC ont finalement décidé de cette sous-revalorisation, devant laquelle se sont inclinés les autres représentants syndicaux liés par cette gestion paritaire.

Ce serait, paraît-il, une entorse à la règle d'or qui

exige une revalorisation toujours égale à l'inflation, donc une sorte d'exception de temps de crise. En réalité, selon une étude publiée par la revue *Capital*, en dix ans, une sous-revalorisation régulière des retraites complémentaires a provoqué un manque à gagner de 4% pour les anciens salariés. Encore ce manque est-il mesuré à l'aune d'une hausse des prix officielle déconnectée des dépenses réelles des travailleurs.

Faire en sorte que les retraites suivent la hausse réelle des prix est indispensable. Cela veut dire faire payer le Medef, sans attendre la énième discussion autour du tapis vert pour récolter à peine des miettes.

Sylvie Maréchal



## Une campagne contre les chômeurs

La page d'accueil de Pôle emploi l'affiche en gros : plus d'un million d'offres d'emploi sont disponibles. De quoi alimenter les reportages sur les pénuries de main-d'œuvre, assortis de déclarations politiques pour dire en substance que le problème n'est pas le chômage, mais les chômeurs !

Ces chiffres et ces propos ont servi à justifier la révoltante réforme du mode de calcul des allocations chômage, afin d'encourager les chômeurs à occuper les postes non pourvus. Mais, outre le fait que beaucoup d'offres sont en réalité des emplois très précaires et mal payés, différentes enquêtes menées par des journalistes, mais aussi par des syndicats comme la CGT, montrent que beaucoup sont tout bonnement inexistantes.

Pour la seule ville de Noisy-le-Grand, en région parisienne, la CGT a relevé que, sur 713 offres d'emplois dits disponibles mises en ligne samedi 9 octobre, 40% étaient non-conformes, car on les retrouvait en double,

voire en triple exemplaire. À la présence de plusieurs annonces pour un seul et même poste s'ajoute celle d'offres mensongères, proposant un poste en CDD de trois mois qui s'avère finalement un contrat d'une semaine, etc.

Moins d'un quart du million d'offres affichées par Pôle emploi proviennent effectivement de l'agence publique, 77% des annonces émanant de sites partenaires. Ces derniers sont en réalité des plateformes privées qui sont rémunérées en fonction du nombre de chômeurs qui s'y connectent et ont donc tout intérêt à mettre en avant beaucoup d'offres.

Le caractère inexistant ou mensonger des annonces est facile à vérifier. C'est d'ailleurs ce que font quotidiennement les demandeurs d'emploi qui cliquent dessus. Mais les candidats en campagne se soucient moins de la vérité que du nombre de voix qu'ils pourront attirer à coups de démagogie antichômeurs.

Nadia Cantale



## Médias : libres d'être achetés

Le multimilliardaire Bolloré achète des chaînes de télévision et des journaux comme d'autres des caramels mous. Après avoir acquis Canal + et ses filiales, les chaînes CNews et apparentées, ainsi que divers organes de presse, il a mis la main sur le groupe Lagardère qui comprend, entre autres, la radio Europe 1, le *Journal du Dimanche* et *Paris-Match*.

Chaque nouvelle acquisition a été suivie d'un nettoyage en règle du média, de façon à le faire sonner en harmonie avec les idées du patron. Elles sont simples : pas d'ennemi à droite, table ouverte à tous les réactionnaires, envoyés spéciaux dans tous les caniveaux. Après Europe 1 avant l'été, le

*Journal du Dimanche* et *Paris Match* ont donc changé de direction début octobre. Ces hebdomadaires à grand tirage étaient jusque-là à la dévotion de Macron. À qui vont-ils désormais tresser des couronnes, six mois avant l'élection présidentielle ? Il s'agit d'être tout autant aux pieds du grand patronat que Macron, mais sans s'embarrasser de précautions oratoires ou légales pour attaquer les travailleurs et tenter de les dresser les uns contre les autres. Bolloré a le choix des prétendants et en main les trompettes médiatiques pour saluer l'élu de son cœur, voire tenter d'en faire l'élu tout court.

Paul Galois



# Electricité – gaz : quelques parasites en faillite

**E. Leclerc Énergie a prévenu les 140 000 clients à qui il fournissait de l'électricité, à prix coûtant, disait-il, qu'il cessait son activité et que les abonnés devaient donc impérativement changer de fournisseur avant le 31 octobre.**

En effet Leclerc vend à présent son électricité à perte et, par conséquent, préfère arrêter les frais. D'autant plus que la trêve hivernale commence le 1<sup>er</sup> novembre et protège les clients de toute coupure complète. Leclerc s'arrête donc juste à temps, avant d'avoir à assumer le scandale de voir certains de ses clients pénalisés et privés de courant.

Un autre fournisseur, Hydroption, spécialisé dans les clients professionnels (mairie de Paris, ministères, etc.), vient d'être mis en redressement judiciaire pour la même raison.

Beaucoup de fournisseurs dits alternatifs, concurrents d'EDF, refusent maintenant de prendre de nouveaux clients qui leur font perdre de l'argent. Planète OUI demande « de ne plus envoyer de contrats ». Alterna déclare que ses « tarifs ultra-compétitifs [lui] ont fait gagner trop de clients ». Et plusieurs sont au bord de la faillite d'autant plus redoutée que l'hiver arrive, entraînant une consommation plus importante et donc davantage de pertes pour

ces fournisseurs. Plusieurs d'entre eux veulent augmenter leurs tarifs au-delà de ce qui était stipulé dans leurs contrats, ou augmenter le prix des abonnements.

Pourquoi ce vent de panique souffle-t-il? La loi impose à EDF de vendre à ses concurrents alternatifs le quart de sa production nucléaire (soit environ 100 térawattheures) à un prix de faveur (42 euros le mégawattheure) qui permet aux alternatifs de le revendre en réalisant un bénéfice. Cela a entraîné l'apparition d'un nombre sans cesse plus important d'alternatifs, soit une soixantaine de distributeurs, dont la quasi-totalité ne produisent rien mais se contentent d'acheter le courant à EDF puis de le revendre. Ils ne sont que de simples parasites spéculant sur les prix.

Mais les 100 térawattheures sont devenus insuffisants devant l'affluence croissante des alternatifs. Ceux-ci réclament beaucoup plus de térawattheures, ce qu'ils ne sont pas parvenus à obtenir, notamment à cause de l'opposition de la Commission européenne

comme d'EDF. Ils achètent donc au prix du marché ce qui leur manque, un tiers, voire la moitié du courant qu'ils revendent. Tant que les prix du marché étaient relativement bas, cela fonctionnait. Mais, quand les tarifs de l'électricité sur le marché font des bonds, les alternatifs perdent de l'argent.

En Grande-Bretagne, la situation est encore pire. Il n'y a pas là-bas d'équivalent d'EDF, obligé de vendre de l'électricité provenant des centrales nucléaires. Coincés entre des prix d'achat qui atteignent des sommets, tant pour le gaz que pour l'électricité, alors que leurs contrats de vente sont généralement à prix fixe, les fournisseurs frôlent la catastrophe. Déjà seize d'entre



eux ont fait faillite. En Belgique aussi, un fournisseur important a mis la clé sous la porte et cette faillite devrait être suivie par d'autres. Il en va de même dans d'autres pays d'Europe.

L'incohérence du système apparaît ici clairement. Dans le cas de la

France, l'ouverture du marché à la concurrence sous prétexte de faire baisser les prix – qui n'ont cessé d'augmenter! – a permis l'apparition des alternatifs qui, avant leur faillite annoncée, se seront enrichis aux dépens des consommateurs.

**André Victor**

## EDF : 400 millions s'envolent

Les fournisseurs alternatifs ne sont pas les seuls à spéculer sur le prix de l'énergie.

EDF s'y est mise aussi, depuis quelques années, par le biais d'un service, EDF Trading. Les traders (autrement dit les spéculateurs pour le compte d'EDF) achètent et vendent gaz et électricité sur le marché de gros, à l'échelle internationale.

Comme pour toute

spéculation, il y a des risques. C'est ce qui s'est produit début octobre, où un trader avait parié sur une baisse du prix de l'électricité pour la période dite de pointe hivernale. Or, depuis deux mois, celui-ci ne fait que grimper allègrement. Le résultat de l'opération est qu'EDF y a laissé 400 millions d'euros!

EDF s'est bien gardée de le dire, elle ne

communiqué jamais sur les activités de trading. Mais plusieurs journaux ont révélé l'affaire, sans être démentis. D'ailleurs EDF aurait par la suite récupéré sa perte dans d'autres opérations. L'entreprise qui spéculé ainsi est détenue à près de 84% par l'État jouant, et quelquefois perdant, grâce à l'argent des usagers.

**A. V.**

## Zineb Redouane : la hiérarchie couvre des meurtriers

**Zineb Redouane, une Marseillaise de 80 ans, était morte après avoir été touchée à la tête par une grenade lacrymogène lancée par un CRS lors d'une manifestation de gilets jaunes en décembre 2018, alors qu'elle fermait ses volets.**

L'IGPN, la police des polices, avait demandé que l'auteur du tir et son superviseur soient convoqués devant un conseil de discipline, sanction déjà bien légère pour un meurtre commis sur une personne

qui, ne pouvait en aucun cas avoir eu une attitude agressive.

Le directeur général de la Police nationale vient de blanchir ces deux hommes, considérant que, étant donné « la nuit tombante, le

bruit, la fumée et l'atmosphère de la manifestation », ils ne méritaient pas d'être sanctionnés. Ils devront juste faire un stage de formation continue.

Devant le verdict du DGP, on n'a entendu aucune protestation de Darmanin, pourtant toujours prompt à s'indigner du prétendu laxisme de la justice face aux petits délinquants.

**M. L.**

## Police : des excuses, jamais!

Début septembre, dans la cité des Tarterêts à Corbeil-Essonnes, la police avait interpellé de façon musclée un jeune à moto faisant un rodéo urbain. Sa mère avait essayé de s'interposer et un policier l'avait aspergée de gaz lacrymogène.

Cette bavure, filmée, avait déclenché des affrontements entre jeunes de la cité et CRS

pendant plusieurs jours. La mairie avait alors organisé une réunion publique pour apaiser la situation, au cours de laquelle un commissaire avait présenté des excuses à la maman malmenée.

Cette tentative d'un commissaire pour se montrer honnête est très mal passée auprès de la haute hiérarchie policière. Celle-ci l'a

immédiatement sanctionné en le démettant de ses fonctions. Ah mais!

Pour le ministère de l'Intérieur, il est hors de question d'admettre que des policiers aient pu se montrer brutaux envers la population des quartiers populaires. Les excuses ne font pas partie de son vocabulaire.

**L. D.**



Manifestation à Marseille après la mort de Zineb Redouane.



# Hôpitaux: une pénurie méthodiquement organisée

Jean-François Delfraissy, président du conseil scientifique mis en place par Macron au début de la pandémie, a jeté un pavé dans la mare en affirmant que, dans les hôpitaux publics, 20 % des lits seraient actuellement fermés faute de personnel soignant.

Le rapport Delfraissy, un grand pont de la médecine qui sert de caution scientifique au gouvernement depuis dix-huit mois, a été relayé par les médias et immédiatement minimisé par Véran, le ministre de la Santé, gêné aux entournures. « La dernière donnée qui m'est remontée, c'est 5 % de lits de médecine temporairement fermés. On serait donc assez loin de 20 % du parc hospitalier général », a-t-il affirmé. Ne lui en déplaise, la direction de l'AP-HM annonce par exemple qu'il manque 120 infirmières à Marseille, où 448 lits sur 2700 sont fermés, soit 16%. Des chefs de service, comme celui des Urgences du CHU de Lille, ont exprimé leur inquiétude: « Je ne sais pas comment on va passer l'hiver. Nous sommes au bord du précipice. » Véran a dû reconnaître qu'il y a 33% de postes vacants supplémentaires par rapport à 2019.

Cette pénurie de personnel a deux causes, qui se renforcent et s'alimentent: les suppressions délibérées de lits, au fil des ans, avec les postes qui leur sont liés, pour réaliser des économies; les absences non remplacées de travailleurs des hôpitaux, suite aux

multiples démissions, arrêts pour maladie ou accident du travail, départs en retraite anticipés et, le plus choquant, suspensions de ceux qui ont refusé la vaccination obligatoire, soit 15 000 personnes en comptant les services médicaux-sociaux.

## Les « héros » méprisés et maltraités

Si les départs définitifs et les absences temporaires explosent depuis quelques mois, c'est parce que les conditions de travail se sont dégradées. Ceux qui étaient applaudis comme des héros au printemps 2020 n'ont eu droit, depuis dix-huit mois, qu'aux discours creux et au mépris du pouvoir. Les augmentations de salaire concédées lors du Ségur de la Santé ont été dérisoires et ne concernaient pas tous les métiers. Surtout, aucun recrutement massif n'a été programmé. Pire, selon la Drees, la Direction des statistiques dépendant du ministère des Solidarités et de la Santé, le rythme des suppressions de lits s'est amplifié au cours de l'année 2020, avec 5 700 lits fermés. Sur cette même année 2020, 1 152 postes d'infirmiers et 816 d'aides-soignants n'ont pas été remplacés après un départ à la retraite.

Outre la dégradation des conditions de prise en charge des malades, ces froides statistiques se traduisent en galère quotidienne, en fatigue accumulée et finalement en écoeurément pour les travailleurs des hôpitaux. Partout, la hiérarchie fait du bricolage pour cacher la pénurie: déplacement des soignants d'un service à l'autre, multiplication des postes en 12 heures, modifications des horaires pour permettre le chevauchement des équipes, pressions pour les heures supplémentaires. C'est bien sûr un cercle vicieux: plus il manque de personnel, plus augmente le nombre de patients dont chaque infirmier ou aide-soignant doit s'occuper. Les changements de service quotidiens et le recours à des intérimaires, avec les adaptations que cela impose, aggravent encore la fatigue, usent le dévouement et suscitent de nouveaux départs.

## Les mensonges du gouvernement

« Nous n'avons pas de personnel caché dans les placards », a déclaré Gabriel Attal, le porte-parole du gouvernement, pour justifier son incapacité à remplacer ces départs. C'est un grossier mensonge, car le recrutement de personnel soignant a été méthodiquement limité. En juin 2021, plus de 680 000 lycéens ont postulé sur Parcoursup pour rejoindre les écoles

Une place pour vous ? Mais de quelle planète vous débarquez ?



d'infirmiers... pour 34 000 places disponibles, à peine plus que les 31 000 des années précédant la pandémie. Ce ne sont donc pas les vocations qui manquent, mais les places en formation ! Quant au personnel non soignant, les brancardiers, les ouvriers, les agents de services, les administratifs, qui manquent tout aussi cruellement dans les hôpitaux, il pourrait être recruté en quelques jours, parmi les millions de chômeurs déjà

formés. Le refus d'embaucher, de payer correctement, en proposant des conditions de travail dignes, est un choix conscient de tous les gouvernements depuis des décennies. La pandémie n'a pas modifié leurs plans. Elle a accéléré l'épuisement des travailleurs des hôpitaux. Pour enrayer la catastrophe, la seule solution est d'imposer les embauches massives vitales.

Xavier Lachau

## Bêtisier ministériel

La crise hospitalière fait l'actualité jour après jour. Elle est si profonde que le gouvernement ne peut la nier. Interrogé à ce propos, le porte-parole du gouvernement, Attal, a annoncé le lancement d'une enquête pour en connaître les causes... qui sont connues de chacun et avaient été dénoncées lors du grand mouvement des travailleurs hospitaliers en 2019.

Véran, le ministre de la Santé, a ressorti les mêmes refrains lors de sa visite de l'hôpital de Blois. Interrogé sur les élèves-infirmiers qui démissionnent avant même d'avoir fini leur formation, il a eu le front de répondre à des soignants lui exposant toutes leurs difficultés quotidiennes: « Nous essayons d'en comprendre les causes. »

Mais la palme de la mauvaise foi gouvernementale

revient sans conteste au Premier ministre. Visitant un hôpital de Marseille, Castex a eu ce trait de génie, auquel même La Palisse n'avait pas pensé: « Le meilleur moyen de soulager l'hôpital, c'est de ne pas tomber malade. »

Cette pensée profonde va-t-elle être inscrite au fronton des hôpitaux, avant de les fermer ?

Lucien Déroit

## Bronchiolite: la pédiatrie asphyxiée

L'épidémie de bronchiolite en cours révèle, une fois de plus, qu'aucun des services de l'hôpital public n'est épargné par le manque de moyens.

Le collectif inter-hôpitaux dénonce le fait que des enfants en situation d'urgence ne peuvent être pris en charge, faute de place. À l'hôpital Necker, à Paris, 20 % des lits en pédiatrie sont fermés. Au CHU de Bicêtre, où seuls quatorze lits sur vingt-quatre sont disponibles, cinq enfants en urgence vitale n'ont pu être accueillis et vingt-cinq hospitalisations ont été déprogrammées. À Rennes, des soignants déplorent que des nourrissons quittent les Urgences alors que leur état nécessiterait de les garder sous surveillance, quand d'autres, à Versailles, sont hospitalisés dans des lits officiellement fermés, faute de personnel pour s'en occuper.

Cette situation catastrophique est antérieure à la crise du Covid. À l'automne 2019 déjà, vingt-deux jeunes patients avaient dû être transférés vers des hôpitaux de province, faute de place en Île-de-France. Une tribune parue dans la presse et signée par plus de 2 000 soignants avait alerté sur le fait que les conditions de sécurité n'étaient plus réunies.

Aujourd'hui, le gouvernement justifie cette situation calamiteuse par la précocité de l'épidémie de bronchiolite. Mais, si elle était survenue plus tard, le sous-effectif aurait été le même, avec les mêmes conséquences dramatiques.

David Mencas



Rassemblement à l'hôpital de Blois le 28 octobre.



# Médecins étrangers : indispensables et poussés dehors !

Pour faire face au manque criant de personnel médical, les hôpitaux font appel depuis des années à des médecins diplômés d'un pays étranger.

D'après l'Ordre des médecins, ils sont 22 568, dont 45 % sont diplômés d'un pays de l'Union européenne. Les 55 % diplômés d'autres pays, notamment du Maghreb ou d'Afrique, sont environ 15 000.

Avec la crise du Covid, leur activité au sein des hôpitaux au bord du gouffre est devenue encore plus essentielle. D'autant plus que bien souvent ils pallient le manque de médecins en anesthésie-réanimation, radiologie, urgences, etc., des secteurs sinistrés car désertés par les médecins à diplôme français qui choisissent d'exercer dans le

secteur privé. Mais ces médecins sont embauchés en tant que « faisant fonction d'interne » (FFI), « attachés ou assistants associés ». Ce statut précaire est synonyme d'une rémunération plus faible et d'horaires à rallonge. Et c'est sans compter, au-delà de ces médecins étrangers, les infirmières et infirmiers, ou les pharmaciens et pharmaciennes étrangers, dans une situation aussi difficile car leur statut est encore inférieur à celui des médecins.

Leur situation déjà peu enviable risque de devenir catastrophique avec la mise en application d'un nouveau statut des médecins

étrangers diplômés d'un pays hors de l'Union européenne, qui a été voté en juillet 2019. Au 1<sup>er</sup> janvier 2023, ces médecins étrangers diplômés d'un pays hors Union européenne ne pourront travailler qu'à condition de justifier de deux ans de travail hospitalier entre le 1<sup>er</sup> janvier 2015 et le 30 juin 2021. Sinon, ils devront passer un examen très sélectif.

Au moment où ces médecins sont absolument indispensables dans les hôpitaux, Véran n'hésite pas à les pousser dehors, poursuivant ainsi sa politique de casse de la santé. Il méprise leurs revendications, comme d'ailleurs celles de tout le personnel de santé.

Cédric Duval



QUEST FRANCE

## Hôpital de Laval : urgence aux Urgences

Lundi 1<sup>er</sup> novembre, le service des Urgences adulte et traumatologie du centre hospitalier de Laval a été fermé pour la nuit à partir de 18h30. Cela risquait fort de se reproduire trois autres fois dans la semaine du 1<sup>er</sup> au 7 novembre.

La situation des Urgences de Laval n'est pas nouvelle. Depuis déjà plusieurs mois, le service souffre du manque de médecins urgentistes. Durant l'été, il a déjà été fermé à plusieurs reprises et les patients ont été envoyés à Angers.

Par ailleurs, 27 lits sont actuellement fermés dans les autres services de l'hôpital, là encore faute de personnel soignant en nombre suffisant, ce qui engorge encore un peu plus les Urgences. La situation est difficile dans toute la

Mayenne, et les équipes soignantes en sont arrivées à faire des plannings prenant en compte tous les hôpitaux du département, pour qu'il n'y ait pas deux endroits en difficulté en même temps.

Au début du mois d'octobre, les conditions devenant intenable, médecins et auxiliaires médicaux se sont déclarés en grève illimitée. Le service minimum étant la norme tous les jours, les grévistes sont tous réquisitionnés, mais ils continuent leur grève illimitée et ont alerté médias et élus.

En visite à Laval le 23 octobre, le Premier ministre, interpellé sur les problèmes de l'hôpital de la ville, a promis de nommer un médiateur. La belle affaire ! C'est de soignants que l'hôpital a besoin, pas d'un médiateur.

Correspondant LO

## Hôpital d'Ambert : allez vous faire soigner ailleurs

Faute de médecins, le service des Urgences d'Ambert, dans le Puy-de-Dôme, a fermé ses portes mercredi 27 octobre. Temporairement, prétend-on. Cela a provoqué immédiatement une nouvelle manifestation de plusieurs centaines de personnes devant l'hôpital.

faisant baisser la rémunération des médecins intérimaires, les a fait fuir. Désormais, le service des Urgences n'a plus assez de médecins pour le faire tourner. Les patients sont accueillis par un avis leur disant d'appeler le 15, ou d'aller voir le médecin traitant que, souvent, ils n'ont pas.

Le manque de médecins, qu'ils soient urgentistes, généralistes ou spécialistes, n'est pas nouveau. Et la pénurie n'a fait que s'aggraver au fil de cette dernière décennie. Les gouvernements successifs ont restreint volontairement le nombre d'étudiants en médecine, qui reste aujourd'hui toujours limité, pour faire des économies à courte vue. La population en paie les conséquences.

Correspondant LO

LA MONTAGNE



Celui-ci est victime, réforme après réforme, des suppressions de postes parmi le personnel hospitalier. Il a dû fermer sa maternité en 2006, puis le service de réanimation en 2008, puis a dû réduire le fonctionnement du bloc opératoire depuis 2011. Maintenant

c'est au tour du service des Urgences.

Ce service n'avait qu'un seul médecin urgentiste titulaire, là où il en aurait fallu théoriquement onze, et ne se maintenait qu'en embauchant du personnel intérimaire. Un changement dans la réglementation, en

## Établissement français du sang : pourtant vital...

Après une journée de grève le 20 octobre, les salariés de l'Établissement français du sang (EFS), chargé de sa collecte, étaient appelés à faire grève du 2 au 5 novembre.

L'EFS est l'organisme public qui prépare les produits sanguins : sang, plasma, globules et plaquettes. Il est le seul habilité à la collecte du sang, celle-ci se faisant par le biais de campagnes de dons volontaires et gratuits.

Les poches de sang et autres dérivés sanguins ainsi obtenus sont indispensables pour de nombreuses maladies, des interventions chirurgicales, des accouchements, des accidents graves, voire des attentats. Ils sont le fruit d'une activité vitale au sens plein du terme.

Aujourd'hui, les stocks de produits sanguins sont au plus bas. Ce n'est pas seulement en raison des dix-huit mois de pandémie pendant lesquels la machine de la transfusion était en panne, mais aussi

et surtout en raison de la politique du gouvernement et de l'État.

Depuis des années, des centaines de postes ont été supprimés, au point que des sites de prélèvement sont fermés et que des collectes doivent être annulées, tandis que les donneurs, eux, répondent avec générosité à l'appel au don. Quant aux salaires, déjà insuffisants, ils n'ont pas été augmentés depuis plus de douze ans. Même les 180 euros mensuels d'augmentation des salaires prévus par le Ségur de la Santé n'ont pas été versés à l'ensemble des personnels de l'EFS.

Pas de doute, le « quoi qu'il en coûte » n'est pas fait pour les travailleurs aux activités vitales.

Sophie Gargan

## Lisez Lutte de classe, revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n° 219 (novembre 2021):

- La catastrophe écologique et ceux qui l'utilisent
- Grande-Bretagne: la pire attaque contre le niveau de vie depuis 25 ans
- L'immobilier chinois en crise
- Droite-gauche; gauche-droite: vers un retour d'un service national obligatoire ?
- URSS: 1962, la grève ouvrière de Novotcherkassk
- Révolution allemande: un roman documentaire de Theodor Plievier



Prix: 2,50 euros – Envoi contre cinq timbres à 1,28 euro.



## G20 : très coûteux pince-fesses à Rome

Avant de s'envoler pour Glasgow, chacun dans son avion pour gloser sur le réchauffement climatique, les dirigeants des vingt plus grandes puissances ont passé à Rome un week-end de G20, entre dîners officiels, visite de la chapelle Sixtine, entretiens bilatéraux ou échanges informels.

Ces sommets du G20, organisés à grands frais depuis 2008, sont présentés comme des moments déterminants pendant lesquels les dirigeants du monde discuteraient d'homme à homme – avec quelques femmes – des dossiers importants pour la marche du monde. Au menu de cette édition il y avait, nous dit-on, le réchauffement climatique, la lutte contre le Covid-19 et la fiscalité sur les

entreprises multinationales.

Entre deux verres de prosecco, Macron était supposé recoller les morceaux avec Jo Biden, après le camouflet australo-américain de la rupture du contrat des sous-marins français. Entre la poire et le fromage, Macron et Johnson devaient discuter de la nationalité des poissons de la Manche. Les absences, très commentées, de Xi Jinping et de Poutine ont

été interprétées comme un refus du multilatéralisme par la Chine et la Russie, tandis que le départ anticipé de Bolsonaro, battu froid par les autres chefs d'État, a été présenté comme une victoire des démocrates sur un criminel complotiste.

Tout cela n'est qu'une immense et très chère comédie. Chaque sommet de ce type coûte plusieurs centaines de millions de dollars. Il faut un cynisme sans limite à ces chefs d'État pour se vanter à Glasgow de leur vertu écologique après leur luxueux week-end à Rome. Ce n'est d'ailleurs pas vraiment lors de ces sommets que des décisions sont prises. Les accords

internationaux, quand ils existent, sont élaborés après des mois de négociations entre des hauts fonctionnaires de chaque pays, et d'action souterraine des lobbys, c'est-à-dire des grandes entreprises capitalistes dont chaque gouvernement national défend les intérêts.

L'affaire des sous-marins australiens illustre clairement que, même quand un accord est signé entre ministres sous les flashes des journalistes, les grandes manœuvres se poursuivent en coulisses, entre les chefs militaires, les patrons des chantiers navals et les services secrets. Pendant que

Bolsonaro était ostracisé à Rome, Total, Nestlé ou Rio Tinto ont continué leurs affaires au Brésil, ouvrant une nouvelle plateforme pétrolière au large de Rio de Janeiro, achetant du soja des terres défrichées en Amazonie ou rachetant une mine de fer ou de nickel.

Ces dirigeants, même élus au suffrage universel et renouvelés à intervalle régulier, ne sont que des figurants paradant dans un beau décor. Les véritables maîtres de la société sont plus discrets, à l'ombre des conseils d'administration des multinationales et des grandes banques.

**Xavier Lachau**



Dans la manifestation contre le G20 à Rome: « Classe ouvrière, relève la tête! ».

## Tesla : un soufflé à mille milliards

La voiture électrique du groupe Tesla, vendue au prix de base de 43 800 euros, bien plus pour les versions les mieux équipées, est devenue la voiture la plus vendue en Europe.

Auparavant, c'était la Golf de Volkswagen ou la Clio de Renault, à 15 300 euros. Mais dans la partie la mieux lotie de la population européenne, on peut avoir les moyens. En même temps, la capitalisation boursière de Tesla vient de dépasser la barre des 1 000 milliards de dollars. Cela permet à son patron, Elon Musk, de devenir l'homme le plus riche du monde, détrônant Jeff Bezos, patron d'Amazon. Mais, si l'on compare les effectifs de salariés, le montant du capital réel, celui des machines, des réseaux et des usines du groupe Tesla à ceux des autres grands de l'automobile, il y a de quoi s'interroger sur la nature de cet engouement boursier.

Les deux premiers géants mondiaux de l'automobile sont Volkswagen et Toyota, tous deux implantés dans le monde entier et contrôlant des centaines d'usines et dépôts. Volkswagen compte 369 000 salariés, et Toyota 662 000. Tesla, avec 70 700 salariés, se situe dans le peloton

de queue, non seulement des constructeurs automobiles, mais des principaux équipementiers. Volkswagen ne capitalise pourtant que 150 milliards de dollars. Mais ce qui est le plus significatif est que la capitalisation boursière de Tesla, déjà totalement surévaluée, se montait en 2020 à 280 milliards de dollars. En un an elle a été multipliée par quatre, sans que l'entreprise ait fondamentalement

changé. Tout montre qu'il y a là une envolée spéculative incontrôlée.

Ce qui a changé et s'est démultiplié est la richesse des grands capitalistes, qui ne savent plus que faire des fortunes qu'ils accumulent sur le travail de milliards de prolétaires. Par leurs spéculations, ils font démesurément monter le prix des œuvres d'art, des logements princiers, des yachts et des entreprises qui savent les séduire. Au risque évidemment d'un krach financier. Mais que leur importe ?

**Paul Sorel**



Usine de montage de la voiture Tesla.

## Taxation des multinationales : une duperie

Le G20 a donné son feu vert à une taxation mondiale des multinationales à hauteur de 15 %. Tous ces dirigeants des États capitalistes les plus puissants de la planète seraient-ils devenus partisans de faire payer les riches ? Pas vraiment.

Derrière la tentative d'instituer cet impôt mondial, qui est encore loin d'aboutir, il y a avant tout une opération des États impérialistes pour récupérer le plus possible de l'infime part de profits que les grands groupes acceptent de céder sous forme d'impôt.

En matière d'impôt, les capitalistes sont croyants, mais pas pratiquants. Ils sont pour que l'État prélève des impôts pour remplir ses caisses, dans lesquelles ils puiseront, tout en se débrouillant, eux, pour en payer le moins possible.

Et, à ce petit jeu entre les capitalistes et leur propre État, les plus puissants sont les mieux lotis. En France, le taux d'imposition sur les sociétés est officiellement de 26,5 %, mais le taux d'imposition effectif des géants du CAC40 est de moins de 10 %. Ce chiffre est encore loin de la réalité, car les plus grands groupes, comme Total-Energies, négocient leurs impôts en secret avec l'État.

À l'échelle mondiale, la rivalité entre États capitalistes joue aussi pour récupérer l'argent des impôts de ces sociétés. Avec la financiarisation de l'économie et la possibilité d'envoyer en un clic des milliards d'euros à l'autre bout du monde, les États, pour tenter d'obtenir que les grands groupes continuent à leur payer des

impôts, ont été obligés de faire du dumping fiscal, en abaissant de plus en plus le taux d'imposition des sociétés. En 1985, le taux moyen de cet impôt dans le monde était de 50 %, aujourd'hui, il est de 22 %. En instaurant un impôt général minimal de 15 % à l'échelle mondiale, même si les gouvernements prétendent qu'ils vont récupérer plus d'argent des multinationales, globalement ils sont allés encore dans le sens d'un abaissement moyen du taux d'imposition.

Et surtout, avec cette réforme, les États des pays riches, à commencer par les États-Unis, ont tiré la couverture à eux. Selon une étude, sur les plus de 200 milliards de recettes fiscales supplémentaires attendues grâce à cet accord mondial, 95 % tomberaient dans les caisses des États des pays développés, dont 40 % pour l'Amérique du Nord (États-Unis, Canada, Mexique) et 40 % pour les pays de l'Union européenne.

On comprend mieux ainsi pourquoi les dirigeants du G20 se sont félicités de leur « accord historique », Angela Merkel précisant même qu'il s'agissait d'un « signal clair d'équité ». Entre représentants des grandes puissances, tous étaient satisfaits de leur partage du magot.

**Pierre Royan**



## COP 26: sans effet sur le climat

**Boris Johnson a ouvert la COP 26 lundi 1<sup>er</sup> novembre en Écosse, reprenant à sa façon la formule de la jeune militante écologiste Greta Thunberg: en cas d'échec de cette énième conférence sur le climat, « toutes les promesses ne seraient que du blabla ».**

C'est cependant bien ce qui se produira au cours de ce sommet, qui offrira aux chefs d'État une nouvelle occasion de se livrer à de grandes déclarations sans aucun effet sur l'organisation de l'économie, et donc sur l'évolution du climat.

En revanche, le sujet permet aux capitalistes d'occuper un nouveau créneau, celui de l'écologie, une « opportunité incroyable » pour l'économie, comme l'a lancé sans pudeur Joe Biden à Glasgow. Comme pour une Coupe du monde de football ou les

Jeux olympiques, les publicités s'étalent depuis l'ouverture de la COP 26 dans les quotidiens en France: «*Nous ne donnons pas de leçon, nous compensons nos émissions*», s'engage Easyjet; «*Protéger votre voiture ne suffira plus demain... si nous ne prenons pas aussi la voie de la bataille climatique*», proclame AXA; «*Pour l'avenir de la planète, le gaz prend des couleurs, bleu, blanc, rouge et vert*», lance GRDF, etc. Tous les secteurs de l'économie se mettent ainsi au vert pour tenter d'en tirer profit. Quant aux

gouvernements des pays capitalistes les plus puissants, en augmentant entre autres les prélèvements fiscaux sur les populations, ils distribuent des milliards d'euros ou de dollars d'argent public aux groupes capitalistes de l'industrie et de la finance, pour le bien de la planète, bien sûr. Ainsi, dans son plan France 2030, Macron garantirait 14 milliards d'euros sur les trente annoncés pour la transition énergétique dans l'industrie et les transports.

Le blabla politique sur le réchauffement climatique n'est pas de bon augure pour la planète et les populations mais, pour les capitalistes, le prétexte écologique promet de belles récoltes de blé.

**Boris Savin**



Caricature: Xi Jinping à l'assaut du monde.

## Chine: le nouvel ennemi héréditaire

**Les faiseurs d'opinion et les marchands d'idées toutes faites ont, depuis quelque temps, trouvé un nouveau responsable aux maux qui accablent l'humanité: la Chine, partie à la conquête du monde.**

Ce pays serait le principal pollueur puisque le premier producteur de gaz à effet de serre. De plus, comble d'ignominie, au moment où l'Occident vertueux s'apprête à renoncer au charbon, le perfide Empire rouvre ses mines et importe des millions de tonnes de houille. C'est oublier un peu vite que l'Europe et les États-Unis ont la primauté, et de très loin, en ce qui concerne la pollution industrielle. C'est masquer que l'industrie chinoise, dont une part est détenue par des capitaux occidentaux, travaille pour les marchés européen et américain, pour les multinationales occidentales, pour les banques des pays impérialistes. C'est aussi ignorer la plus élémentaire honnêteté statistique: proportionnellement au nombre d'habitants, la Chine n'est que le 35<sup>e</sup> pays producteur de gaz à effet de serre.

De la même façon, la presse à prétentions démocratiques tartine à longueur de colonnes sur la liberté de Taïwan, séparée de la Chine continentale depuis 1949, la prise du pouvoir par Mao et l'exil du gouvernement nationaliste dans cette île, sous protection américaine. À ses yeux, une éventuelle réunification de la Chine serait donc un scandale, alors que, par exemple, la présence de la France aux Antilles ou en Nouvelle-Calédonie est un fait de nature.

L'industrie chinoise serait aussi responsable du chômage en Europe et aux États-Unis, alors que ce sont les

capitalistes occidentaux qui déplacent ou arrêtent leur production pour accroître leurs profits. Tout soubresaut de l'économie mondiale est mis au compte de la Chine, de ses manœuvres, de sa volonté expansionniste. De la part de responsables français ou britanniques, avec leurs cinq siècles de pillages coloniaux derrière eux, c'est fort de café, de sucre, d'opium, de thé, de caoutchouc et de tant d'autres choses.

Enfin l'armée chinoise serait une menace pour la paix mondiale, comme le prouverait la croissance de son budget militaire. Mais c'est encore, et de loin, les États-Unis qui dépensent le plus pour leurs forces armées. Ce sont les navires occidentaux, et en particulier américains, qui croisent sans cesse aux limites des eaux territoriales chinoises. C'est un sous-marin américain qui a été surpris en mer de Chine au mois d'octobre, contraint de faire surface après une avarie. Le sous-marin avait heurté un relief non cartographié et c'est tout juste si la marine américaine n'a pas accusé la Chine de duplicité, pour avoir mis une montagne sous-marine là où passent ses navires espions.

Cette propagande n'est pas seulement un lamentable tissu de mensonges. C'est aussi une façon de préparer les travailleurs et la population à marcher au pas, derrière leurs capitalistes aujourd'hui, derrière leurs généraux demain, s'il le faut.

**Paul Galois**



## Total: secrets et mensonges

**D'après une étude parue dans la revue scientifique *Global Environmental Change*, les dirigeants des trusts français du pétrole Total et Elf, qui ont fusionné en 1997, savent depuis près de cinquante ans que leur activité d'exploitation des énergies fossiles est « potentiellement catastrophique » pour le réchauffement climatique.**

C'est ce qu'écrivait un géographe dès 1971 dans un document interne de Total. Mais, comme on peut s'en douter, pendant des années les dirigeants de ce trust ont préféré taire cette information et toutes celles qui allaient dans ce sens, tant elles étaient contraires à leurs intérêts.

Puis, à partir de la fin des années 1980, lorsque le danger de réchauffement climatique a commencé à devenir un sujet d'actualité et qu'il ne

pouvait plus être caché, ces compagnies pétrolières ont changé de stratégie.

Elles ont alors participé activement à « l'effort de fabrique stratégique du doute », une politique menée au niveau mondial par les principaux groupes pétroliers des pays riches, comme ExxonMobil, BP ou Shell. Cette politique visait à retarder toute action de réduction des émissions de gaz à effet de serre, en soutenant systématiquement les travaux et

les enquêtes assurant que ce n'était pas sûr que le dioxyde de carbone ait un impact sur le réchauffement du climat.

Si les faits dénoncés par cette étude sont révoltants, ils n'ont rien d'étonnant dans une société où le moteur de l'économie est le profit. Après l'amiante, l'essence plombée, le diesel, le tabac et les médicaments dangereux, etc., cela ne fait qu'allonger la longue liste de scandales où des capitalistes, qui vendaient des marchandises toxiques en toute connaissance de cause, et ont financé des campagnes et des publications affirmant le contraire, quand ils n'ont pas carrément acheté des scientifiques.

Cette affaire sent donc doublement le réchauffé!

**Arnaud Louvet**



## Covid-19 : les ravages de la pandémie

Selon le cumul des chiffres officiels fournis par chaque pays, le Covid-19 aurait fait plus de cinq millions de morts dans le monde. En réalité, ce chiffre est totalement sous-estimé. En prenant en compte la surmortalité, des spécialistes estiment qu'environ 17 millions de personnes seraient mortes à cause de la pandémie de coronavirus.

En France, le nombre officiel est de 120 000 morts. 30 000 personnes sont mortes lors de la première vague, au moment du premier confinement. Et 90 000, trois fois plus, sont mortes après. En effet, de l'automne 2020 jusqu'au début de l'été 2021, la mortalité en France due au Covid-19 n'est jamais vraiment retombée. Au bilan, c'est une véritable hécatombe. Et combien de morts recensés officiellement comme dus au cancer ou à d'autres maladies faudrait-il mettre en réalité sur le compte du coronavirus, parce que le système de santé a été débordé ? Plutôt que de donner de nouveaux moyens aux hôpitaux, de former et embaucher des

dizaines de milliers de soignants supplémentaires, le gouvernement a préféré user jusqu'à la corde ceux qu'il avait sous la main. Voilà ce qui s'est passé dans un des pays les plus riches de la planète, doté d'un système de santé réputé efficace. Cela laisse imaginer ce qui s'est passé dans les pays pauvres.

Lutter contre le Covid-19 passe assurément par la vaccination de la population mondiale. Mais si, dans les pays riches, cette vaccination a fini par se mettre en place, ce n'est pas du tout le cas dans les pays les plus pauvres. D'après un communiqué publié le 21 octobre par l'ONG Oxfam, les États des pays riches n'ont livré



Vaccination au Ghana.

à ce jour que 261 millions de doses du vaccin contre le Covid, sur les 1,8 milliard qu'ils avaient promises aux pays pauvres, soit à peine 15%. Avec 13,4 millions de doses livrées sur 120 millions promises, la France se situe même en dessous de cette moyenne.

Quant à Covax, qui est un partenariat mis en place par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour aider les pays pauvres à avoir accès aux vaccins anti-covid, selon le même communiqué, il n'a reçu que 120 millions de doses, sur les 994 millions que les trusts pharmaceutiques s'étaient engagés

à lui fournir, ce qui représente à peine 12%. Comme l'a déclaré une représentante d'Oxfam : « Ces entreprises limitent artificiellement l'offre et elles accordent toujours la priorité à leurs clients riches. » Dans les pays pauvres, la situation vaccinale est catastrophique. En Afrique, seulement 5% de la population est vaccinée.

Bien sûr, tous les dirigeants des pays riches savent que l'éradication du Covid-19 ne pourra être réalisée qu'au niveau mondial et que, plus on attend pour vacciner, plus on risque de voir apparaître des virus mutants, rendant les

vaccins actuels inopérants ou réduisant leur efficacité. Pour gagner cette course de vitesse, il faudrait commencer par imposer aux trusts pharmaceutiques de produire massivement les doses nécessaires, de les vendre à prix coûtant, et de faire passer dans le domaine public les brevets et les technologies liées à ces vaccins. Mais des mesures de ce genre, les gouvernements du monde entier viennent de montrer qu'ils étaient incapables de les prendre. Fondamentalement, ils sont soumis aux intérêts des grands groupes capitalistes.

**Arnaud Louvet**

## Pêche : Macron et Johnson en eaux troubles



Un des plus grands chalutiers du monde, armé par Parlevliet & Van der Plas.

Le 27 octobre, le gouvernement français avait sommé les autorités britanniques d'accorder les quelques dizaines de licences réclamées par les pêcheurs français pour travailler dans les eaux des îles anglo-normandes, comme ils le font depuis toujours.

Le Brexit s'était en effet accompagné d'une renégociation générale des zones et quotas de pêche, y compris autour de ces îles.

Annick Girardin, ministre de la Mer, a menacé d'interdire les ports français aux navires britanniques, de les empêcher de travailler en multipliant les contrôles douaniers,

administratifs et sanitaires et de bloquer, par la même méthode, le trafic routier entre le continent et l'Angleterre. A l'appui de ses menaces, le gouvernement français a fait intercepter deux bateaux britanniques, contraignant l'un d'entre eux à se dérouter vers le Havre. Finalement, mardi 2 novembre, à quelques

heures de l'expiration du délai et après deux rencontres à huis clos entre Macron et Johnson, le Premier ministre britannique, après aussi la délivrance de 43 licences provisoires, le gouvernement français a retiré son ultimatum et ouvert de nouvelles discussions.

Les licences sont en effet une question de survie pour les navires concernés qui sont conçus, équipés et manœuvrés pour une pêche et une région spécifiques, Jersey en l'occurrence. Mais, pour le malheur des

pêcheurs, elles sont aussi un enjeu politique. En faisant preuve d'une mauvaise volonté évidente à l'encontre des navires français, Johnson, bien aidé par Macron, cherche à faire oublier aux pêcheurs britanniques, et en particulier aux plus petits, à quel point il les a trompés. Le Brexit, contrairement aux promesses, ne leur a rien rapporté en quotas supplémentaires et presque rien en zones de pêche exclusives. Pire encore, la sortie de l'Union européenne s'est accompagnée d'une renégociation avec la Norvège et le Danemark, désastreuse pour la petite pêche écossaise. Seule la pêche industrielle a tiré son épingle du jeu, quand le nombre de petits bateaux continue à diminuer. Même tableau du côté français : les accords de sortie du Brexit ont essentiellement favorisé les grandes entreprises, alors que la petite pêche vit difficilement. Il est plus facile d'agiter le drapeau tricolore et de faire sortir un patrouilleur que d'empêcher la pêche industrielle de dévorer la pêche artisanale, conduisant sûrement les marins-pêcheurs à la ruine avant même d'avoir totalement vidé les océans.

L'affaire est ridicule, non seulement parce que le poisson et les éléments

ne connaissent pas les frontières, mais aussi parce que le marché crée des liens d'interdépendance entre les pêcheurs, de Gibraltar au cap Nord et même au-delà. 80% de la pêche britannique est vendue sur le continent et, à Boulogne, les usines où on transforme le poisson dépendent à 70% des arrivages de bateaux ou de camions britanniques. S'il y a bien des pêcheurs de Granville qui ne travaillent qu'à Jersey, 80% des captures de leurs collègues de Jersey transitent par Saint-Malo. La compagnie Euronor, basée à Boulogne, arme six grands navires et emploie plus de 130 marins et travailleurs à terre. C'est une filiale d'UK Fisheries, britannique comme son nom l'indique, elle-même détenue par le néerlandais Parlevliet, géant mondial de la pêche. Où est la frontière ?

En tout cas, elle ne passe pas entre les travailleurs de la mer, caseyeurs de Granville ou de Jersey, marins anglais ou français des petits bateaux, matelots de tous les pays embarqués sur les navires usines ou ouvrières des conserveries de Boulogne, contrairement à ce que Macron et Johnson prétendent, faisant assaut de nationalisme.

**Paul Galois**





SEBASTIEN COURDJI EPA

À Calais.

## Calais : le sort indigne des réfugiés

**Cela fait cinq ans que, sous la présidence de Hollande, le grand camp de 10 000 réfugiés installé sur la lande, aux abords de Calais, a été démantelé par la police. Depuis, la situation des exilés n'a fait qu'empirer. Aujourd'hui, les démantèlements de mini-camps ont lieu toutes les 24 et 48 heures.**

Les distributions de repas mises en place par les humanitaires, en dehors de celles effectuées par les autorités, sont désormais interdites. L'État français organise la chasse à l'homme contre ceux qui tentent toujours désespérément de gagner l'Angleterre. Ils tentent encore le périple par le tunnel sous la Manche, alors qu'il est devenu beaucoup plus difficile à cause de l'armada déployée contre eux, en se cachant dans les camions, comme l'a montré début octobre la découverte de dix-sept réfugiés vietnamiens dans une remorque. Ils tentent également de s'infiltrer dans les camions qui embarquent sur les ferries, au péril de leur vie : plusieurs jeunes exilés sont morts récemment, écrasés

accidentellement. Mais surtout, depuis un an, ils sont de plus en plus nombreux à tenter la traversée sur des embarcations de fortune : par exemple, 1 600 d'entre eux ont été secourus dans la Manche le week-end du 10 octobre.

Depuis le 11 octobre, un prêtre du Secours catholique et deux humanitaires ont entamé une grève de la faim pour protester contre la traque policière dont sont victimes les réfugiés sur le littoral du Nord-Pas-de-Calais. Ils demandent une suspension des expulsions et des démantèlements et l'arrêt des confiscations des tentes et effets personnels des migrants pendant la trêve hivernale. Ils réclament l'ouverture d'un dialogue avec l'État sur la mise en place de points de

distribution de produits de première nécessité.

Ces grévistes ont eu le soutien de tous ceux qui sont révoltés par la chasse aux migrants. Leur action a été relayée médiatiquement. De ce fait, le ministère de l'Intérieur a décidé d'envoyer auprès des grévistes de la faim et des associatifs un médiateur, qui est un des acteurs de la destruction du bidonville de la lande ! C'est dire les réponses auxquelles on peut s'attendre. Le gouvernement est pris entre deux feux. D'une part, il veut éviter le scandale que représenterait la mort d'un curé de 74 ans dans son église. D'autre part, en s'en prenant aux réfugiés, pauvres parmi les pauvres, il chasse des voix sur le même terrain que Le Pen et Zemmour.

Face aux frontières inhumaines et aux matraques policières, il faut exiger la liberté d'installation et de circulation.

Correspondant LO

## Travailleurs sans papiers : premiers reculs patronaux

**En grève depuis le 25 octobre pour réclamer leur régularisation dans différentes villes, à l'initiative de la CGT, les travailleurs sans-papiers ont obtenu quelques avancées, même si pour l'instant ce ne sont que des promesses.**

Mal payés, surexploités parce qu'ils n'ont pas de titre de séjour et risquent d'être renvoyés du jour au lendemain dans leur pays d'origine, ces travailleurs occupent les emplois les plus pénibles et dangereux, que ce soit dans la restauration, les entreprises de propreté, les livraisons à domicile, le bâtiment ou les agences d'intérim. Pendant le confinement du printemps 2020, les médias hypocrites avaient salué ces « héros de l'ombre », qui avaient continué leur travail dans des secteurs essentiels au fonctionnement de la société, malgré le risque d'être contaminés par le Covid. Mais ils étaient restés muets sur les pertes de salaire occasionnées pour ceux qui, privés de contrats d'embauche, ne pouvaient avoir droit au chômage partiel, ou ceux qui ont purement et simplement perdu leur emploi à la fermeture de leur entreprise.

Mais, d'un autre côté, les périodes de chômage technique leur ont donné l'occasion de se rassembler, de

tisser des liens par-delà les corporatismes et, pour finir, de se retrouver autour de revendications et d'actions communes pour tenter de faire plier les patrons qui les exploitent. Ils réclament que ceux-ci leur fournissent les documents indispensables pour qu'ils puissent faire une demande de régularisation auprès des autorités. Ils vivent et travaillent en France depuis des années, ils y paient des impôts, ils cotisent auprès des caisses d'Assurance maladie et de retraite mais, tant que leur employeur refuse de leur fournir la preuve qu'ils travaillent dans leur entreprise, ils ne peuvent prétendre ni à y rester ni à avoir les mêmes droits que l'ensemble des travailleurs.

En région parisienne, la lutte des sans-papiers a commencé à payer et plusieurs entreprises se sont engagées à fournir les documents demandés. Ce n'est qu'un premier pas, bien sûr, mais, vu la détermination des grévistes, il est certain qu'ils n'en resteront pas là.

Marianne Lamiral



CGT



Nos lecteurs écrivent

### La "reprise" vue de chez Valeo

Je travaille chez Valeo, un équipementier de l'automobile, sur un site du nord de la France qui produit des alternateurs classiques et aussi la nouvelle génération d'alternos-démarrateurs, pour des véhicules de toutes marques françaises et étrangères. Et je voudrais raconter ce que sont les conséquences de la crise actuelle sur l'entreprise où je travaille.

Avec la pénurie mondiale de semi-conducteurs, la production s'est effondrée. Il y a un an, le site produisait chaque mois de 700 000 à presque un million de pièces, et aujourd'hui c'est presque deux fois moins. Les premiers

touchés ont été les intérieurs. Sur les 400 présents il y a un an, il en reste dix. Puis des équipes du week-end ont été supprimées. Les arrivages de composants se font au compte-gouttes et cela rythme la production, qui varie de jour en jour. En ce moment, les ateliers chôment en moyenne trois jours par semaine. Et, d'après ceux qui sont au contact des fournisseurs, les mêmes problèmes de pénurie vont continuer l'an prochain.

Le chaos provient aussi du fait que les constructeurs automobiles non seulement ont diminué leurs commandes, mais aussi les révisent à la

baisse en permanence. Début octobre, ils ont commandé 586 000 pièces mais, le 12 du mois, les commandes avaient déjà baissé de 100 000.

Valeo contribue de son côté à créer le bazar du côté de ses fournisseurs qui lui livrent le cuivre, l'acier, le plastique, et auprès de qui il répercute ses baisses de production. Par exemple, un fournisseur s'est retrouvé avec sur les bras des tonnes de cuivre que Valeo ne lui a finalement pas achetées. Il faut aussi ajouter les problèmes créés par les délais de livraison liés aux problèmes du transport maritime international, car certains

fournisseurs sont en Chine. C'est le cas pour le plastique. Au niveau du site, il y aurait encore pour quatre semaines de stock, mais le fournisseur habituel ne pourra pas fournir avant février 2022.

La pénurie de stocks touche aussi des petites choses, du fait des économies sur tout. Comme il manquait des écrous, Valeo a contraint un sous-traitant à faire tourner son usine le week-end pour pouvoir faire tourner ses propres lignes le lundi, car il fallait absolument produire des alternateurs pour BMW.

Enfin, l'évolution vers les véhicules électriques

inquiète ceux qui travaillent dans les bureaux d'étude, parce que cela signifie la fin des projets sur les alternos-démarrateurs. Un responsable de Renault est venu voir si l'usine pouvait faire l'affaire et peut produire des moteurs électriques. La direction de Valeo jongle entre la tentative de rassurer et l'incertitude sur l'avenir du site. On sait bien que ce sont les travailleurs qui vont payer.

C'est là la réalité de la « reprise économique » dont on entend parler dans les médias.

Un lecteur



## Dachser – Combronde : plus d'un mois de grève

L'annonce que les heures supplémentaires ne seraient plus majorées a déclenché la grève chez Dachser. Depuis le 22 septembre, elle est suivie par 70% des salariés de quai en CDI à la plateforme logistique de Combronde, dans le Puy-de-Dôme.

Mais le mécontentement des travailleurs va des salaires, qui ne dépassent pas 1 250 euros net par mois, aux conditions de travail qui se dégradent, avec de nombreux accidents de travail. Comme le dit l'un d'entre eux : « La façade est belle, les camions sont rutilants, mais à l'intérieur c'est moins reluisant. »

À la plateforme de Combronde travaillent une centaine de salariés en CDI et des dizaines d'intérimaires. Ils manipulent

chaque jour 1 000 tonnes de colis et palettes, pour les passer d'un camion à un autre, qu'il faut remplir de plus en plus vite, avec parfois quatre heures sans pouvoir prendre de pause, sans compter la chaleur en été et le froid en hiver. Ce sont les intérimaires qui subissent les pires conditions de travail, devant déplacer ces charges avec des transpalettes manuels.

Dachser est une entreprise multinationale qui fait 5,6 milliards d'euros



de chiffre d'affaires et refuse pour l'instant de céder. Pour effectuer une partie du travail sur les quais, la direction a fait venir des salariés d'autres plateformes.

Le directeur local avait brillé par son absence lors de deux premières réunions de médiation, et après la rencontre du vendredi 29 octobre, on en était toujours au point mort.

Mais cela ne décourage pas les grévistes. Des liens de solidarité se sont créés entre des travailleurs, qui jusque-là se connaissaient peu, voire pas du tout.

Forts de cette solidarité et du soutien des militants d'autres entreprises, ils continuent cette grève, qui ne devait durer initialement que trois jours.

Correspondant LO

## Dans les bulletins Lutte ouvrière

### La cocotte minute va exploser

Jeudi 28 octobre, plus de 200 cheminots de la région se sont rassemblés devant les bureaux de la direction à la gare de Rouen. La direction a confirmé sa volonté de supprimer la présence des contrôleurs sur les lignes TER de Rouen-Dieppe et Rouen-Le Havre. Son plan, c'est de supprimer les postes de contrôleurs et de reporter cette charge de travail sur les conducteurs. Personne n'est dupe.

Après avoir supprimé des postes dans les gares et dans d'autres services, maintenant ce sont les contrôleurs qui sont visés. Si on ajoute cela aux conditions de travail qui se dégradent et au blocage des salaires, toutes les conditions sont réunies pour mettre le feu aux poudres.

SNCF, ateliers de Quatre-Mares, Seine-Maritime

### Débrayages salutaires

Jeudi 28 l'après-midi et vendredi 29 le matin, des dizaines d'intérimaires et quelques CDI ont débrayé. La direction a pu vérifier que la colère s'accumule dans tous les secteurs : conditions de travail qui se dégradent, heures supplémentaires à n'en plus finir et les licenciements de centaines d'intérimaires. Ces premiers débrayages permettent aussi de mesurer la force qu'auraient des centaines de travailleurs en lutte pour défendre leur peau.

### S'unir face au mépris de classe

Que ce soit pour les intérimaires virés du jour au lendemain ou pour les travailleurs que la direction fait venir d'Italie, sans même se soucier de les loger décentement, le patron étale son mépris des travailleurs, quelle que soit la nationalité. Raison de plus pour rappeler cette devise : travailleurs de tous les pays, unissons nous !

PSA - Vesoul

### Qu'elle assume !

La direction d'Alstom nous a réunis, atelier par atelier, afin de nous dire que nous sommes tous responsables des problèmes de soudure sur les TGV, et qu'il va falloir retrousser les manches. Maintenant qu'elle est en difficulté, elle vient nous présenter la facture. Mais, en ce qui concerne les bénéfices réalisés par Alstom, là on ne l'intéresse plus. On n'en voit pas la couleur. De toute façon, c'est bien la direction qui est responsable de cette situation, en n'embauchant plus, en augmentant sans cesse les cadences. Nous ne nous sentons pas du tout solidaires de ses problèmes, et nous avons bien raison.

Alstom GE - Belfort

## Bergams – Grigny : contre le chantage patronal

L'entreprise de conditionnement alimentaire Bergams, qui compte 280 salariés à Grigny dans l'Essonne, dépend du groupe Norac, qui a réalisé près d'un milliard de chiffre d'affaires en 2020. Elle fournit en snacks des groupes comme Air France, Starbucks et Monoprix.

En janvier 2021, suite à la crise sanitaire, la direction de l'usine a imposé par la menace aux salariés de signer un accord de performance collective (APC), qui sabre

les salaires jusqu'à 500 euros par mois tout en augmentant drastiquement le temps de travail, de 35 à 42 heures par mois. En cas de non-acceptation, la direction a menacé

d'une fermeture pure et simple de l'usine, invoquant de supposées difficultés financières liées au Covid.

Mais voilà que le 13 septembre dernier, au retour des congés, une large majorité de salariés ont décidé de se mettre en grève pour dénoncer cet accord. Et depuis, la grève empêche toute livraison !

Malgré tous les recours

de la direction auprès de la préfecture, le piquet de grève tient bon ! Le groupe Norac, qui a fait des bénéfices grâce à la crise sanitaire, a largement les moyens de maintenir l'emploi et même d'augmenter les salaires. Les salariés en sont bien conscients, et décidés à ne pas céder à son chantage à la fermeture.

Correspondant LO



Les grévistes de Bergams dans la manifestation interprofessionnelle du 5 octobre 2021.

## Usines Labeyrie : en lutte pour les salaires

Depuis le 15 octobre, les travailleurs des usines Labeyrie de Saint-Geours-de-Maremne dans les Landes, de Came dans les Pyrénées-Atlantiques et, depuis le 21 octobre, de Jonzac en Charente-Maritime, sont en grève.

Ils réclament l'augmentation de 5% de tous les salaires, une prime de production de 250 euros, une participation à la hauteur des bénéfices, et des

améliorations des conditions de travail.

Cela ne devrait pas poser de problème à cette entreprise florissante. Le groupe a affiché pour 2019-2020

un chiffre d'affaires de 1,03 milliard d'euros, en augmentation de 1,6%.

Ces usines produisent saumons fumés et foies gras, très attendus pour les fêtes de fin d'année. C'est principalement le personnel de fabrication qui bloque la production. À l'usine de Saint-Geours-de-Maremne les camions ne

sortent plus, à Came l'abatage des canards est très perturbé.

Le 27 octobre, les propositions méprisantes de la direction ont été huées et la grève a été reconduite. Une lutte déterminée, qui ne peut que susciter la sympathie dans le camp des travailleurs.

Correspondant LO





## Stellantis : travailleurs de tous les pays, unissons-nous !

**Vendredi 29 octobre, une délégation de 35 militants syndicaux venant de huit usines Stellantis-PSA de France s'est rendue en Allemagne, à Eisenach, pour apporter son soutien aux travailleurs de l'usine Stellantis-Opel menacée de fermeture par leur patron commun.**

Ce rassemblement, organisé par le syndicat allemand IG-Metall, réunissait 2 000 travailleurs, dont un millier de l'usine Opel menacée. La direction en a annoncé la fermeture qu'elle prétend provisoire, et le transfert de la production vers l'usine PSA de Sochaux, en France. Sous prétexte de crise des semi-conducteurs, Carlos Tavares, le PDG du groupe, cherche en réalité à fermer un certain nombre d'usines après la fusion de PSA avec Fiat-Chrysler. Les belles promesses faites au moment de la fusion, selon lesquelles aucune usine ne fermerait, se sont évidemment envolées en fumée.

Le groupe annonce des fermetures d'usines les unes après les autres : celle d'Eisenach, mais aussi celle de Vienne, en Autriche, dont la production ira à Valenciennes. Une leçon que devraient retenir les chantres

de la relocalisation : ces transferts de production non seulement vont jeter au chômage des travailleurs d'Allemagne et d'Autriche, mais ne vont pas créer un seul emploi en France.

La direction va se contenter de surexploiter les ouvriers de Sochaux et de Valenciennes, d'augmenter les cadences, de multiplier les heures supplémentaires et les samedis travaillés. Chômage d'un côté, surexploitation de l'autre : voilà ce que rapportent ces relocalisations !

La délégation de militants de PSA venus de France a pu s'exprimer devant les travailleurs d'Allemagne, qui leur ont réservé un accueil particulièrement chaleureux. Beaucoup étaient impressionnés que des travailleurs aient fait pour certains plus de 1 000 km, pour leur apporter leur soutien, alors que la propagande du

patron prétend que « le travail revient en France ». Le message qu'apportait la délégation était clair : les travailleurs de France doivent être solidaires de ceux d'Allemagne, et la concurrence entre nous est un poison ! Les échanges entre travailleurs de France et d'Allemagne ont permis, comme c'est toujours le cas dans ces situations, de constater que, d'un côté et de l'autre de la frontière, les problèmes des travailleurs sont les mêmes.

Comme l'a dit au nom de la CGT PSA Jean-Pierre Mercier à la tribune, lors du rassemblement, il n'y a pas de gagnants dans cette affaire, à part les actionnaires : « Nous devons montrer que, par-delà les frontières, que nous travaillions en Allemagne chez Opel, en Angleterre chez Vauxhall, en Italie ou en Pologne chez Fiat, aux États-Unis chez Chrysler, en Espagne, au Maroc ou en France chez PSA, nous, travailleurs de Stellantis, nous devons être unis comme les cinq doigts de la main, car nous avons les mêmes intérêts à défendre face aux intérêts des

actionnaires de Stellantis. »

Depuis la fusion de PSA et de Fiat-Chrysler, le groupe compte plus de 400 000 travailleurs, ce qui pourra demain représenter une force considérable pour lutter. « Mais la force de notre nombre n'est rien si nous ne sommes pas unis par-delà les frontières. Si nous ne sommes pas unis et déterminés à défendre nos

intérêts communs par la mobilisation collective », a conclu Jean-Pierre Mercier.

Ce voyage en Allemagne a été un véritable bol d'air pour les militants syndicaux qui y ont participé et qui, ainsi, ont pu montrer concrètement ce que veulent dire les mots « solidarité internationale des travailleurs ».

**Correspondant LO**



Intervention des syndicalistes CGT de Stellantis-PSA devant les travailleurs d'Eisenach.

## Renault – Flins : le projet d'accord à la poubelle !

**Après la troisième séance de négociations entre les représentants de Renault et ceux des directions syndicales, le projet de nouvel accord pour les trois prochaines années est toujours aussi inacceptable pour les travailleurs.**

Pour les presque 4 000 employés à l'usine de Flins, le rejet très partagé du projet se mêle à l'inquiétude quant au devenir du site, et donc des emplois. Néanmoins, outre les menaces de samedis obligatoires et de débordements institutionnalisés de l'horaire de travail, celles sur le blocage des salaires se concrétisent déjà par l'intégration dans la base salariale du paiement

de la pause quotidienne de 20 minutes.

Cette mesure, si elle était mise en place, permettrait à la direction d'économiser l'équivalent d'une journée de salaire par mois pour les futurs embauchés et les 1 200 travailleurs intérimaires, qui ne bénéficieraient pas de l'intégration de cette « pause payée lissée » dans le salaire, et perdraient donc environ

80 euros par mois. C'est d'autant plus choquant, et pas seulement aux yeux des intérimaires, que les hausses des prix et notamment du carburant ont déjà dangereusement grignoté le budget ouvrier.

Par ailleurs, l'activité phare vantée par le directeur général Luca de Meo et présentée avec emphase comme l'avenir de l'industrie automobile dans le pays, la remise en état des voitures d'occasion et de location, baptisée Factory VO et Re-factory, déçoit déjà parmi les dizaines de travailleurs volontaires mutés

dans ce nouvel atelier. La pression du chronomètre et la pénurie d'outils et de matériel entament largement l'image dorée donnée par la direction.

En ce qui concerne la production, l'usine alterne toujours entre des périodes de chômage organisé par la direction et des périodes d'activité à outrance, où la journée de travail joue les prolongations en Tôlerie ou en Peinture, avec des volontaires de plus en plus rares, et des samedis ou des jours fériés transformés en jours travaillés. En octobre, des travailleurs, intérimaires

surtout, ont subi quatre épuisantes semaines de 50 heures ! La production d'un nombre maximum de Zoe électriques assure en effet à Renault le droit de vendre quatre fois plus de gros véhicules coûteux et rentables... pour le constructeur.

Le brouillard entretenu par Renault ne dissimule pas les attaques programmées et, dans les ateliers, les discussions animées entretiennent la vigilance des travailleurs, embauchés aussi bien qu'intérimaires.

**Correspondant LO**



## TER Nice-Marseille : face à l'ouverture à la concurrence

Le 28 octobre, sans surprise, le conseil régional de PACA a entériné l'attribution, à partir de 2025, de la ligne Marseille-Nice à Transdev. Il s'agit, dans le cadre de l'ouverture à la concurrence des transports de voyageurs, de la première ligne attribuée à un concurrent de la SNCF sur le réseau ferré national.

Renaud Muselier, président LR de la région, qui fait depuis des années du dénigrement des cheminots un commerce électoral, avait annoncé début septembre avoir retenu Transdev, filiale de la Caisse des dépôts et consignations, suite à l'appel d'offres concernant cette ligne, qui représente 10% du trafic régional. Il restait à faire formellement valider cette décision par les conseillers régionaux.

Le 29 octobre, jour de la délibération, un rassemblement national de cheminots appelé par la CGT et l'UNSA devant le conseil régional a réuni 2 000 participants. Le 14 octobre, une première journée de grève des cheminots de la région avait été un succès. C'est ce qui a incité Muselier à avancer d'une journée le vote du Conseil régional.

Mais les artisans de cette mise en concurrence, Transdev et la SNCF, n'éviteront pas la confrontation avec les travailleurs du rail. Ce sont en effet eux qui sont dans le viseur, en PACA comme ailleurs.

Concrètement, 244 cheminots devraient être transférés en 2025 de la SNCF à Transdev. Au passage, cette entreprise, aujourd'hui à fonds essentiellement publics, entend instaurer la polyvalence, modifier les conditions de travail et de rémunération.

Mais Transdev et la SNCF entendent surtout utiliser cette menace et l'inquiétude qu'elle suscite pour diminuer les salaires et aggraver les conditions de travail de l'ensemble des travailleurs du rail, quel que soit leur statut ou leur employeur.



TER-Marseille-Nice.

Ainsi, dans une interview au *Figaro* le 2 novembre, Farandou, le PDG de la SNCF, déclare qu'il faut «faire tout ce que l'on peut pour garder nos parts de marché». Et pour cela il indique : «La conséquence de la concurrence, c'est aussi que, pour être compétitifs, nous faisons très attention à nos coûts.» Et il est fier d'annoncer : « Cette année, comme les années précédentes, nous baissons l'emploi de 1,5% à 2% », soit près de 3 000 suppressions de postes.

La SNCF elle-même crée systématiquement des filiales quand elle postule pour les appels d'offres tant pour les lignes régionales

que pour les lignes intercity, dont l'attribution dépendra de l'État. Son objectif est justement de déroger à sa propre réglementation du travail.

Les travailleurs de la SNCF vont être confrontés directement à ce que leurs collègues d'entreprises extérieures connaissent depuis longtemps : des patrons qui se succèdent et attaquent leurs conditions de travail et de rémunération au gré des appels d'offres. Et cet éclatement, commencé depuis longtemps avec l'externalisation du nettoyage, du gardiennage, s'est étendu à de nombreuses activités dans les ateliers et les chantiers. Ce sont maintenant les

150 000 cheminots encore estampillés SNCF qui sont sur la sellette.

Pour défendre leurs conditions d'existence, les cheminots ne doivent absolument pas tomber dans le piège, tendu par Farandou et consorts, les incitant à accepter des reculs pour gagner les appels d'offres.

Il faut au contraire dénoncer ce chantage à la compétitivité et mettre en avant les revendications de classe, concernant l'emploi, les salaires, les conditions de travail, qui peuvent être comprises et reprises par l'ensemble des travailleurs du rail.

**Christian Bernac**

## SNCF-Atlantique : la direction recule

Depuis plusieurs semaines, les contrôleurs TGV à Nantes font grève le vendredi et le week-end. Vendredi 29 octobre, ils se sont de nouveau réunis à une soixantaine et la direction commence à reculer sur l'emploi et les rémunérations.

Dans le même temps, à l'appel de la CGT, Sud-rail et la CFDT, les conducteurs TGV de tout l'axe Atlantique, c'est-à-dire ceux qui conduisent les trains au départ de Toulouse, de Brest, en passant par Paris-Montparnasse, se sont, eux aussi, mis massivement en grève à partir de vendredi midi 22 octobre, en raison de la dégradation permanente des conditions de travail et de rémunération.

La direction de la SNCF, qui avait décidé en début d'année de réunir tous les conducteurs TGV de l'Ouest dans un nouvel établissement, a dû s'en mordre les doigts ! Effectivement, elle s'est retrouvée face à une grève de tous les conducteurs TGV de l'Ouest et pas uniquement ceux d'une région sans les autres. De leur côté, les conducteurs, eux, ont pu se retrouver plus nombreux en grève et donc

plus forts face à la direction.

Après un premier week-end de grève très suivi, un deuxième s'annonçait aussi suivi, et c'est bien la crainte de cette réussite et de la contagion à d'autres secteurs qui a fait céder la direction. Le 26 octobre, elle a donc décidé de maintenir le nombre de conducteurs de TGV, alors qu'elle voulait en supprimer des dizaines. Elle a aussi décidé le versement d'une prime de 1 200 euros pour le mois de décembre, comptant pour la retraite, aux conducteurs TGV, et d'une prime de 800 euros aux sédentaires.

Les grévistes sont satisfaits d'avoir fait céder, au moins partiellement, la direction. Et cette grève fait réfléchir bien des travailleurs d'autres secteurs, en montrant qu'il est possible de gagner face à une direction sans cesse à l'attaque.

**Correspondant LO**

## Calais : nouveau port, vieille politique

Le nouveau port de Calais a été mis en service dimanche soir 31 octobre. La presse avait célébré, il y a deux mois, l'inauguration de ses installations flambant neuves. Mais les travailleurs du port n'ont, eux, pas de raisons de se réjouir.

La surface du port a été doublée. Ils ont maintenant deux ports à gérer. Cela fait beaucoup plus de travail... et peu de bras en plus : quinze travailleurs seulement ont été embauchés en CDD ! On comprend leur inquiétude sur leurs conditions de travail à venir.

Il faut dire que cette extension du port, qui a été le plus gros chantier portuaire européen et a coûté 863 millions d'euros d'argent public, n'a été

conçue que pour servir les intérêts des compagnies de ferries. Car le trafic transmanche entre Calais et Douvres rapporte le gros lot. Malgré son ralentissement en 2020, dû à la fermeture des frontières consécutive au Brexit et à l'épidémie de Covid, les deux compagnies rivales, DFDS et P & O, ont continué à amasser des bénéfices énormes. L'appât du gain est tel que, récemment, DFDS a lancé un nouveau super-ferry, et que la P & O

est en train de construire deux navires destinés à cette ligne. Un troisième requin s'est immiscé dans le détroit, Irish Ferries. Alors, avec un port plus grand et plus moderne, le président de la société d'exploitation des ports du détroit a de quoi être aux anges : il voit s'élargir encore l'horizon de ses profits.

Pour la population ouvrière de Calais, il n'y aura pas plus qu'avant de retombées de ce nouveau pactole. Les travailleurs du port ont toutes les raisons de rester vigilants pour défendre leurs intérêts.

**Correspondant LO**





# EPSM de la Sarthe : il faut embaucher !

La direction de l'EPSM (établissement public de santé mentale) de la Sarthe a déclenché un plan blanc lors du week-end du 22 octobre et créé dans l'urgence une unité d'accueil psychiatrique dans les étages du centre hospitalier du Mans, pour désengorger les Urgences.

La direction a évoqué des circonstances exceptionnelles lors de la semaine du 18 au 22 octobre, avec un doublement du nombre de patients aux Urgences en attente d'être hospitalisés dans une structure psychiatrique. Mais cette situation n'a rien d'exceptionnel, elle dure depuis des mois ! D'autant plus qu'en Sarthe il manque au

bas mot quarante médecins urgentistes.

Depuis des années, la direction justifie la diminution du nombre de lits en expliquant qu'il est possible de prendre correctement en charge les patients en ayant une capacité moindre, et que c'est un problème d'organisation et d'optimisation des ressources. Le fait d'avoir dû



ouvrir en urgence une unité prouve le contraire.

Une petite centaine de salariés de l'EPSM se sont donc rassemblés vendredi 29 octobre, à l'appel des syndicats CGT et FO, pour dénoncer les conditions d'ouverture de cette unité : deux par équipe, un

infirmier et un aide-soignant, alors que le minimum de trois dans les autres unités de l'EPSM est déjà bien insuffisant. Sans compter que les soignants qui y sont affectés sont retirés de leurs équipes habituelles. Au final, cette unité avait pour vocation de

fermer une semaine après, alors qu'elle ne désemplit pas depuis son ouverture et que l'afflux des patients risque de se maintenir.

Dans cet hôpital, il faudrait embaucher le personnel nécessaire, et au moins rouvrir un service.

**Correspondant LO**

## Territoriaux de Rennes : toujours mobilisés

En juin dernier, la ville de Rennes a voté la suppression de 3,5 jours de repos par an pour tous les agents dans le cadre de la loi « 1 607 heures ».

Elle y ajoute localement la fin des repos compensateurs des agents travaillant le week-end. Cette accumulation d'attaques sur les conditions de travail des agents de la collectivité continue de les mobiliser.

Vendredi 22 octobre, à l'occasion de l'inauguration du nouvel équipement culturel Antipode, en présence de la maire et d'élus,

une cinquantaine de bibliothécaires, à la pointe dans cette mobilisation, en ont profité pour manifester bruyamment leur mécontentement.

Ce même jour, la direction de l'ensemble Les Champs libres, qui regroupe des institutions culturelles de la ville, a annoncé la suspension de la programmation annuelle

jusqu'à nouvel ordre, afin de prendre en considération le conflit social en cours : grève des bibliothécaires tous les week-ends depuis le 15 mai, grève de l'équipe de la salle de conférences depuis mi-septembre, menace de grève des cadres du site.

Face à cela, la municipalité à majorité socialiste continue de faire la sourde oreille. Elle prétend « déplorer cette dégradation du service public » et ose déclarer que l'objectif de ses

mesures est « d'améliorer l'équilibre entre vie personnelle et professionnelle », en supprimant jusqu'à plus de deux semaines de congés-repos dans certains services. Merci Patron ! Mais l'objectif réel est bien de faire des économies de postes.

Mardi 26 octobre, premier mardi des vacances de la Toussaint, journée habituellement la plus fréquentée de l'année aux Champs libres, l'intersyndicale CGT-FO-SUD-UNSA

a appelé l'ensemble du personnel à débrayer pendant deux heures. Près de 100 agents se sont retrouvés devant le bâtiment, des bibliothécaires mais aussi les collègues des bureaux, qui avaient souhaité ce débrayage pour exprimer leur solidarité avec ceux en lutte depuis plusieurs mois. Lors de ce rassemblement, ces derniers ont pu exprimer leur détermination à continuer la lutte et à ne rien céder.

**Correspondant LO**

## QUI SOMMES-NOUS ?

### Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),

membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-neuf ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries Lyonnaises de presse) - Dépôt légal novembre 2021.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

### Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an. Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, il est possible de payer par carte bancaire sur notre site ou de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière,

en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas

droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».

### Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à  Lutte ouvrière  Lutte de classe

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Ci-joint la somme de :  
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris  
à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

### Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org  
www.union-communiste.org  
contact@lutte-ouvriere.org

**Vidéos**  
www.lutte-ouvriere.org/multimedia

**Audio-LO**  
www.lutte-ouvriere-audio.org



# Soudan : l'impérialisme et ses chiens de garde

Le coup d'État militaire du 25 octobre dernier et la répression qui l'a accompagné n'ont pas mis à genoux les travailleurs soudanais. Ils sont descendus massivement dans la rue samedi 30 octobre pour tenir tête aux forces de répression, qui n'ont pas hésité, une fois encore, à ouvrir le feu.

Le dictateur Omar el-Béchir avait été destitué en avril 2019 par l'armée, après cinq mois de manifestations populaires dont la répression n'arrivait pas à venir à bout. Les chefs militaires avaient alors choisi de partager la direction du pays avec des personnalités civiles appartenant au mouvement de contestation. Derrière la façade d'un tel gouvernement collégial, les militaires gardaient tout le pouvoir réel, tant par leur mainmise absolue sur les forces de répression que par le contrôle direct des principales entreprises du pays. Cela a duré un peu plus de deux ans mais, le 25 octobre, les dirigeants de l'armée soudanaise ont décidé d'en finir avec cette fiction et de reprendre ouvertement la direction du pays, faisant emprisonner les dirigeants civils, dont le Premier ministre, Abdallah Hamdok.

C'était compter sans la résistance des travailleurs et de la population soudanaise. Le jour même du coup d'État, de nombreux manifestants sont descendus dans la rue, bloquant les voies d'accès avec des pneus enflammés, bravant les forces de répression. Ils ne voulaient pas du retour à une dictature militaire comme du temps d'Omar el-Béchir. Certains se sont même avancés jusqu'au siège de l'état-major à Khartoum, où l'armée a ouvert le feu et fait plusieurs

morts. Le soir, des barricades flambaient dans la ville. Les jours suivants, des rassemblements ont eu lieu dans les grandes villes du pays, jusqu'au point culminant du samedi 30 octobre.

L'Association des professionnels soudanais (APS), qui avait mené le mouvement deux ans auparavant, les syndicats et le Parti communiste soudanais appelaient ce jour-là à la grève générale et à une manifestation de masse. Dès le matin, des groupes se sont rassemblés, avant d'être rejoints par une foule massive qui a parcouru Khartoum, défiant les barrages des forces de répression aux cris de «*Ferme les routes, ferme les ponts, on arrive directement*».

Les manifestants scandaient «*Le 30 octobre, al-Burhan est à Kober*», promettant ainsi au militaire président de la République une place dans la prison de Kober, à côté du dictateur déchu Omar el-Béchir. Ce jour-là, des manifestations se sont déroulées dans toutes les grandes villes du pays, à Omdourman et à Bahri comme à Khartoum. Les manifestants ont protégé leurs quartiers derrière des barricades de pneus, de briques et d'arbres enchevêtrés. Sur place, des comités de résistance organisent la riposte et les appels sont d'ores et déjà lancés pour la poursuite du mouvement.

Les manifestants ont fait



MARWAN ALI/AP

Manifestants contre le coup d'État.

l'expérience de la duplicité des militaires et réclament un gouvernement composé uniquement de civils. La consigne lancée par l'Association des professionnels soudanais pour y parvenir est celle de la désobéissance civile, c'est-à-dire de manifestations pacifiques quelle que soit l'ampleur de la répression. Ce sont de telles manifestations qui, il y a deux ans, avaient forcé l'armée à accepter le compromis d'un gouvernement collégial, après toutefois avoir massacré sans pitié les manifestants qui entouraient le siège de l'état-major. Abdallah Hamdok et les dirigeants de l'APS mettent leur espoir dans ces mobilisations pacifiques, conjuguées aux pressions des grandes puissances, pour forcer les militaires à un

nouveau compromis. Or, les chefs militaires ne pourront consentir à une nouvelle combinaison que si celle-ci leur laisse le pouvoir réel, fût-ce derrière la façade d'un gouvernement composé uniquement de civils.

Tout l'héroïsme, tous les sacrifices du peuple soudanais se heurtent à cet appareil militaire, prêt à mener de nouveau une répression féroce et qui ne manque pas de soutiens. Il bénéficie de l'appui direct, sur le plan financier et militaire, des dirigeants égyptiens comme de ceux de l'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis, qui en fait ne sont là que les intermédiaires de l'impérialisme. Le maintien de la domination de celui-ci dans cette région du monde

nécessite la stabilité politique dans les États qui la composent et, face à des peuples plongés dans la misère, le moyen le plus sûr de la maintenir est la dictature, et parfois une répression sanglante.

Les mêmes dirigeants des grandes puissances, qui se disent périodiquement en faveur de la démocratie, et auxquels l'APS fait appel, sont les mêmes qui ont un besoin vital de dictature pour maintenir leur ordre. Alors, s'il y a un soutien à chercher pour les travailleurs et le peuple soudanais, c'est plutôt du côté de leurs frères exploités des pays voisins, et de toute la région qu'ils peuvent le trouver, pour en finir avec l'impérialisme et ses chiens de garde.

Daniel Mescla



NATHALIE ARTHAUD

Election présidentielle 2022

LE CAMP DES TRAVAILLEURS

lutte ouvrière

## “Il faut prendre sur les profits”

Nathalie Arthaud est allée à la rencontre de camarades et sympathisants de Toulon, Arles, Nîmes et Alès, où comme toujours les réunions ont été animées.

Comment remplir son caddy? C'est le principal sujet de discussion parmi les travailleurs, non seulement dans les entreprises de production, mais aussi dans les transports, l'éducation, chez les territoriaux, ou à l'hôpital. Une aide à domicile témoignait qu'au tarif où on lui rembourse les kilomètres parcourus, elle ne travaille plus que pour faire le plein d'essence et que son loyer payé, il ne lui

reste plus rien.

Comme l'a dit Nathalie : «*Castex le reconnaît lui-même, au-dessous de 2000 euros on ne s'en sort pas, et 38 millions de salariés sont dans ce cas. Alors prenons-le au mot, il faut prendre sur les profits!*» Et à ce propos, comme l'a fait remarquer un camarade : «*Ceux des patrons se comptent en milliards. Le déficit de la Sécu, c'est en millions, et la Sécu a supporté*

le coût des vaccins, etc. Avec ces milliards, ils ont largement de quoi payer.»

Comment surmonter le manque d'organisation et les divisions, encouragées par le corporatisme des syndicats? La question vient souvent sur le tapis, mais il faut compter sur l'initiative des travailleurs. «*On appartient à une même classe, c'est ça le camp des travailleurs*», a souligné un camarade, ajoutant : «*Et on ne donne pas d'illusions. Rappelons-nous les expériences de Syriza et de Podemos, la gauche même soi-disant radicale, ça conduit à*



l'austérité. On ne peut pas aménager le capitalisme, il faut le renverser.»

La montée des idées nationalistes et réactionnaires inquiète. «*Je travaille depuis des années, je paye mes impôts, j'ai ma carte d'identité française... et on me demande de changer de prénom?! Les médias nourrissent la violence en parlant de Zemmour et des musulmans. Dans le Var un Resto du cœur a même refusé de servir des migrants*», a souligné une camarade d'origine marocaine. Là

aussi, il faut compter sur les luttes, car c'est dans les luttes que les travailleurs dépassent leurs préjugés, en réalisant qu'ils sont dans le même camp face au patron qui les exploite. La meilleure manière de combattre le racisme, c'est bien de combattre la résignation. Récemment, rappelait un camarade, ce sont d'ailleurs les femmes de ménage immigrées, grévistes et victorieuses du groupe Accor, qui ont montré l'exemple par leur détermination.